

AVEC UNE CROISSANCE DE 4,5 %
AU 1^{er} TRIMESTRE 2025

L'économie nationale confirme sa résilience

L'économie nationale a enregistré une croissance estimée à 4,5 % au premier trimestre 2025, contre 4,2 % à la même période de 2024, traduisant ainsi une amélioration sensible de la performance de l'économie algérienne par rapport à l'année précédente. P 3



PROTECTION DES
RICHESSES FORESTIÈRES
CONTRE LES INCENDIES
**Nécessité de relever
le niveau de vigilance**

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a insisté, dimanche soir à Tlemcen, sur la nécessité de renforcer la vigilance pour préserver la richesse forestière des incendies.

P 2

RÉALISATION
DE CHAMBRES FROIDES
**Des crédits
bonifiés au profit
des agriculteurs**

Une bonne nouvelle pour les agriculteurs. Une convention avec les banques en vue de l'octroi de prêts aux jeunes agriculteurs souhaitant réaliser des chambres froides, sera signée avant fin juillet. « Une convention sera conclue entre le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et l'ensemble des banques sous l'égide du ministère des Finances et de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers, pour entamer cette opération visant à ouvrir des financements bancaires pour la construction de chambres froides pour le stockage de la production agricole », a indiqué le ministre de l'Agriculture.

P 3

INSCRIPTIONS
UNIVERSITAIRES 2025 -2026
**Les nouvelles
modalités d'accès
dévoilées**

À quelques jours du lancement des inscriptions universitaires, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Bad-dari, a dévoilé ce lundi les modalités d'inscription pour les bacheliers de la session de juin 2025. Lors d'une conférence de presse à Alger, il a présenté les nouvelles procédures, les orientations stratégiques et les réformes clés qui marqueront cette rentrée axée sur la transformation.

P 5

USTHB -UNIVERSITÉ DE NOUAKCHOTT
**Lancement
d'un master conjoint
en sciences des dattes** P 5

PAIEMENT DES FACTURES
D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ
**Signature d'une convention-
cadre entre Sonelgaz et
Algérie Poste** P 16

OUARGLA
**Appel à actualiser
les plans d'occupation
des sols** P 6

ORAN

Le Salon national du jeune artisan à partir de samedi prochain

Le Salon national du jeune artisan se tiendra, du 19 au 26 juillet à Oran, sous le thème : "Soutenir le jeune artisan et contribuer à la valorisation du patrimoine culturel algérien", a-t-on appris des organisateurs. Cette manifestation, organisée au Village méditerranéen (commune de Bir El-Djir) par la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers, sous la tutelle du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, prévoit la participation d'une centaine de jeunes artisans issus de différentes wilayas du pays et activant dans divers domaines de l'artisanat, selon la même source. Le Salon, qui se tiendra sur une superficie d'exposition de 1.000 mètres carrés, vise à "promouvoir l'artisanat, préserver le produit traditionnel algérien, créer un espace de commercialisation et de valorisation des produits des jeunes artisans, encourager la créativité et l'innovation chez ces derniers, ainsi qu'à renforcer les opportunités d'échange, de transfert de savoir-faire et de réseautage entre artisans et opérateurs économiques", précisent les organisateurs. Cette manifestation, à la fois économique et touristique, ambitionne également de diversifier les activités de la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers et de permettre aux artisans de conquérir des parts de marché à travers la vente directe et la réception de commandes, souligne-t-on. Le Salon comprendra des stands d'exposition de produits artisanaux et traditionnels, des ateliers pratiques et des démonstrations mettant en relief le savoir-faire artisanal, ainsi qu'un espace dédié au réseautage et à l'échange d'expériences entre artisans et entreprises économiques.

TOURISME

L'Algérie vise quatre millions de touristes en 2025

Avec une dynamique encourageante en 2025, l'Algérie se rapproche de son objectif d'accueillir quatre millions de touristes. La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a dressé un tableau optimiste de la situation actuelle, tout en annonçant plusieurs mesures destinées à renforcer l'attractivité de la destination Algérie.

Par M. A.

Selon la ministre, 3,5 millions de touristes ont été enregistrés depuis le début de l'année, dont 1,5 million de visiteurs étrangers. Ce chiffre est en grande partie attribué à « la série de facilités introduites pour l'obtention de visas à destination de l'Algérie », a souligné Mme Meddahi lors de son passage à la télévision nationale. Parmi les segments les plus dynamiques, le tourisme saharien se démarque. « Nous constatons un engouement croissant pour les régions du Sud, tant de la part des touristes étrangers que des familles algériennes, surtout pendant les vacances scolaires », a-t-elle affirmé. Elle a mis en avant l'accueil chaleureux et l'hospitalité légendaire des habitants du Sahara, qui participent gran-

dement à l'attrait de cette région unique. Sur le plan des infrastructures, 144 projets hôteliers seront réceptionnés cette année, avec une capacité supplémentaire de 16 000 lits, renforçant ainsi les capacités d'accueil du pays. Mme Meddahi a également annoncé que le parc hôtelier national atteindra 160 000 lits à l'horizon 2025, ce qui devrait permettre d'accompagner la croissance du nombre de visiteurs. Dans cette optique, la ministre a salué l'organisation du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), qu'elle considère comme une « opportunité précieuse pour mettre en lumière le potentiel touristique de l'Algérie et favoriser les échanges d'expériences entre professionnels ». Autre levier important : la numérisation du secteur, avec un programme dédié visant à faciliter l'accès aux services

pour les touristes. « Nous avons engagé un vaste processus de digitalisation afin de moderniser les prestations et améliorer l'expérience des visiteurs », a-t-elle expliqué. Le développement du tourisme thermal, avec 200 stations réparties à travers toutes les wilayas, s'inscrit également dans cette stratégie de diversification. De plus, Mme Meddahi a insisté sur la nécessité de proposer des offres adaptées aux familles, en encourageant notamment la création de villages touristiques avec des tarifs accessibles. Enfin, la ministre a souligné l'importance de l'investissement privé dans le développement du secteur. « Les mesures incitatives mises en place par l'État en faveur des investisseurs contribueront sans aucun doute à accélérer la transformation du tourisme en véritable levier économique », a-t-elle conclu.

SITEV 2025

Signature d'une convention de coopération entre les ministères du Tourisme et de l'Economie de la connaissance

Une convention de partenariat et de coopération a été signée, dimanche à Alger, entre les ministères du Tourisme et de l'Artisanat et de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises dans le but de renforcer le rôle de la numérisation dans la promotion touristique. La cérémonie de signature s'est déroulée en marge du Salon international du

tourisme et des voyages (SITEV-2025). Le document a été signé par la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi et le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah. Les deux ministres ont présidé par la même occasion la signature d'une série de conventions bilatérales entre des entreprises relevant des

deux secteurs. A cet effet, le groupe "Hôtellerie Tourisme et Thermalisme" (HTT) a signé une convention avec l'entreprise "Algeria Adventure", et une autre convention portant sur le soutien et l'accompagnement des jeunes startupeurs innovateurs en matière de numérisation dans le secteur du tourisme. Le groupe HTT a également signé des conventions avec l'Office national algérien de tou-

risme (ONAT) et la société "Touring voyages Algérie" concernant l'exploitation de la plateforme de réservation et de paiement électronique. Placée sous le thème "Voyagez au cœur de l'Algérie et profitez d'un tourisme authentique et d'une civilisation millénaire", la 24ème édition du SITEV se poursuivra jusqu'au 15 juillet au Palais des expositions (Pins maritimes).

PROTECTION DES RICHESSES FORESTIÈRES CONTRE LES INCENDIES

Nécessité de relever le niveau de vigilance

Par R E.

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a insisté, dimanche soir à Tlemcen, sur la nécessité de renforcer la vigilance pour préserver la richesse forestière des incendies. S'exprimant devant la presse en marge de l'inauguration d'une forêt de loisirs appartenant à un investisseur privé s'étendant sur une superficie de 12 hectares, dans le cadre du premier jour de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a déclaré : "en application des instructions des hautes autorités du pays, il est impératif pour tous les secteurs concernés par les incendies de forêts

de renforcer leur vigilance pour permettre une intervention rapide et efficace en cas de départ de feu". Il a ajouté que 20.000 agents ont été mobilisés à l'échelle nationale, en plus du renforcement des équipements et des moyens, ainsi que la mise en place de toutes les conditions juridiques et organisationnelles pour prévenir les incendies de forêts. Il a également fait part de l'organisation de campagnes de sensibilisation à grande échelle, impliquant les médias, les écoles et les mosquées, afin de préserver le patrimoine forestier. M. Merad a souligné : "Nous devons mobiliser tous nos efforts et garantir une réaction immédiate et rapide en cas d'incendie", mettant en avant la vo-

lonté forte et partagée de toutes les parties concernées. Le ministre a précisé que dans le cadre de la lutte contre les incendies de forêts au niveau national, 55 avions et hélicoptères ont été mobilisés, en plus de la location de 12 avions supplémentaires, cette année, pour l'extinction des incendies. Il a également évoqué l'utilisation de moyens technologiques, tels que les drones, ainsi que d'autres équipements spécialisés. Au-delà des moyens matériels, M. Merad a insisté sur l'importance du travail préventif anticipatif, notamment par l'ouverture de pare-feux, la réalisation de zones d'atterrissage pour les moyens aériens d'intervention rapide, la mise en place de points d'eau, et l'élimination des herbes

sèches dans les zones adjacentes aux forêts, en particulier avant le début de la saison des moissons. Il a également salué le travail remarquable accompli sur le terrain par les différents intervenants et la rapidité de leurs actions face aux feux de forêts. Le ministre a reçu des explications sur le plan opérationnel de lutte contre les incendies élaboré par la direction locale de la Protection Civile et la Conservation des forêts de Tlemcen. Dans le cadre de la deuxième journée de sa visite, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire inspectera, lundi, plusieurs projets dans divers secteurs et procédera à l'inauguration d'autres structures.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M'hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

AVEC UNE CROISSANCE DE 4,5 % AU 1ER TRIMESTRE 2025

L'économie nationale confirme sa résilience

L'économie nationale a enregistré une croissance estimée à 4,5 % au premier trimestre 2025, contre 4,2 % à la même période de 2024, traduisant ainsi une amélioration sensible de la performance de l'économie algérienne par rapport à l'année précédente.

Par Réda Hadi

En effet, selon les chiffres de l'Office national des statistiques (ONS), le PIB (Produit intérieur brut) du pays s'est élevé à 10 047,4 milliards de dinars (plus de 77,28 milliards de dollars, au taux de change officiel actuellement en vigueur) au cours des trois premiers mois de 2025, soit une hausse de 8,0 % par rapport aux 9 303,8 milliards de dinars enregistrés un an plus tôt. Toujours selon la même source, la dynamique de croissance observée s'explique en grande partie par les performances soutenues de certains secteurs clés : l'agriculture (+6,1 %), les industries alimentaires et du tabac (+5,6 %), les industries du cuir et de la chaussure (+15,4 %), le commerce (+8,9 %) et les transports et communications (+8,3 %).

Et de souligner que « la demande intérieure a affiché une hausse significative de 10,4 % au premier trimestre 2025, contre 7,5 % à la même période de l'année précédente. Cette évolution traduit un renforcement marqué des composantes principales de la demande, en particulier la consommation finale et l'investissement. Cette hausse est largement imputable à la progression de la formation brute de capital fixe, qui a augmenté de 13,9 %, ainsi qu'à l'amélioration de la consommation finale des ménages, qui s'est établie à 4,7 %, contre 4,2 % un an auparavant. »

Par secteur d'activité, le document note que « la valeur ajoutée du secteur agricole a pro-

gressé de 6,1 % au premier trimestre 2025, traduisant une amélioration sensible par rapport à la hausse de 3,1 % enregistrée à la même période en 2024. »

Recul dans les hydrocarbures, progression dans l'agriculture et l'industrie

Au premier trimestre 2025, le secteur des hydrocarbures a connu une baisse de 2,8 %, contrastant avec la hausse modérée de 0,2 % enregistrée l'année précédente, selon l'ONS. « La valeur ajoutée issue de l'extraction des hydrocarbures a enregistré une diminution de 1,5 %, poursuivant la tendance baissière (-1,1 % en 2024). Les activités de raffinage et de cokéfaction ont également contribué négativement à cette évolution, avec une baisse de 5,5 % après avoir connu une hausse notable de 4,4 % au premier trimestre 2024 », précise la même source.

Durant la même période, la valeur ajoutée de l'industrie a progressé de 5,5 %, contre 2,3 % durant la même période en 2024. Cette performance a été portée par plusieurs branches manufacturières ayant affiché des taux de croissance soutenus. « Parmi les secteurs les plus performants figurent l'industrie alimentaire et du tabac (+5,6 %), l'industrie du cuir et de la chaussure (+15,4 %), l'industrie des produits minéraux non métalliques (+9,9 %), l'industrie textile, de l'habillement et des fourrures (+5,9 %), ainsi que les autres industries manufacturières, qui ont connu une hausse notable de

14,4 % », détaille l'Office.

Le secteur de l'électricité et du gaz a affiché, quant à lui, « une progression de 4,3 % au premier trimestre 2025, contre une croissance de 5,4 % une année auparavant. Cette évolution demeure positive, bien que légèrement atténuée par rapport à celle observée en 2024. »

Au premier trimestre 2025, note encore l'ONS, « le secteur des services a enregistré une croissance de 5,3 %, en nette amélioration par rapport à la progression de 4,0 % enregistrée à la même période en 2024. Cette performance a été portée essentiellement par les bons résultats enregistrés dans le commerce (+8,9 %), les transports et communications (+8,3 %) ainsi que dans les hôtels et restaurants (+7,1 %). »

Hausse des importations et baisse des exportations

Par ailleurs, l'ONS a signalé une hausse des importations de biens et services durant les trois premiers mois de l'année en cours. « La forte accélération des importations au premier trimestre 2025 (+24,0 %) résulte essentiellement de la hausse des importations de biens (+26,3 %). À titre de comparaison, ces dernières avaient progressé de 14,0 % un an plus tôt. Les importations de services ont également augmenté, mais de manière plus modérée, avec une croissance de 5,0 % contre 4,1 % au premier trimestre 2024 », conclut la même source.

RÉALISATION DE CHAMBRES FROIDES

Des crédits bonifiés au profit des agriculteurs

Par Sirine R.

Une bonne nouvelle pour les agriculteurs. Une convention avec les banques en vue de l'octroi de prêts aux jeunes agriculteurs souhaitant réaliser des chambres froides, sera signée avant fin juillet.

« Une convention sera conclue entre le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et l'ensemble des banques sous l'égide du ministère des Finances et de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers, pour entamer cette opération en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à ouvrir des financements bancaires pour la construction de chambres froides pour le stockage de la production agricole », a indiqué M. Chorfa en marge de l'inspection d'une ferme d'élevage privée à M'sila, dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya.

Le ministre a souligné que ces prêts qui pourront atteindre 150 millions de dinars, « sans intérêts », remboursables sur une période de 10 ans au cours de laquelle les agriculteurs concernés bénéficient d'une exonération du remboursement durant les cinq premières années, afin de les encourager et les soutenir. Les agriculteurs bénéficiaires pourront réaliser des chambres froides d'une superficie allant de 300 à 5.000 m2 selon des

critères définis par les chambres de wilayas de l'agriculture. À travers ce nouveau mécanisme, l'Etat renforce son soutien aux agriculteurs et réitère sa détermination pour l'augmentation de la production agricole et garantir la sécurité alimentaire du pays. Il est à rappeler qu'une commission nationale dédiée à la création d'un réseau de chambres froides de petites et moyennes capacités a été installée par le ministre Youcef Chorfa. Cette initiative vise à renforcer les infrastructures agricoles et à offrir un soutien concret aux agriculteurs. Le président Tebboune a ordonné aux banques de faciliter l'accès aux crédits pour les agriculteurs souhaitant investir dans des chambres froides, soulignant leur rôle crucial dans le stockage des produits agricoles. Ce dispositif vise non seulement à garantir une meilleure gestion des surplus, mais aussi à stabiliser les prix et à lutter contre la spéculation, un fléau récurrent du marché agricole.

Toujours dans la wilaya de M'sila, le ministre Youcef Chorfa s'est rendu à la ferme El Hodna, spécialisée dans la production de lait et de ses dérivés, où il a assisté à une présentation sur les capacités de l'exploitation et ses projets d'extension. Il a notamment été question de l'élevage de 4 200 vaches, de la production de lait et de produits laitiers, de la culture de céréales et de légumineuses, d'arbres fruitiers, ainsi que de la production de fourrages et de semences fourragères. Le ministre a salué cet acquis important, no-

tamment en ce qui concerne le développement de la filière lait, l'amélioration de la production animale, et l'usage des techniques agricoles modernes, faisant de cette exploitation un modèle national à suivre. Il a également souligné que cette dynamique contribue à réduire les importations de lait en poudre et à créer des emplois pour les jeunes.

Par ailleurs, dans la commune d'Ouled Deradj, le ministre a procédé à la pose de la première pierre d'un projet de réalisation d'un silo de stockage stratégique à long terme des céréales, d'une capacité d'un million de quintaux. À cette occasion, une présentation a été faite par la directrice des services agricoles de la wilaya, portant sur les indicateurs du secteur agricole et les projets de réalisation des centres de stockage de proximité intercommunaux pour les céréales. Ces projets s'inscrivent dans le cadre de la stratégie du président de la République, visant à renforcer les capacités de stockage, développer le secteur agricole et atteindre l'autosuffisance ainsi que la sécurité alimentaires.

Enfin, une autre présentation a été faite par le conservateur des forêts de M'sila, portant sur l'état d'avancement des projets du premier et du deuxième barrage vert, ainsi que sur les mesures prises pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt. Le ministre a exprimé sa satisfaction quant aux efforts déployés dans ce domaine.

PÊCHE MARITIME Formation continue et mesures de sécurité au cœur de la prévention des accidents du travail

Par R. E.

La formation continue des marins pêcheurs et le respect rigoureux des mesures de sécurité ont été soulignés, lundi à Alger, comme des leviers essentiels pour réduire les accidents du travail en mer et garantir des activités de pêche durables et rentables. Réunis à l'occasion d'une journée de sensibilisation sur la sécurité à bord des navires de pêche, organisée par l'Institut national supérieur de pêche et d'aquaculture (INSPA), en coordination avec la Direction et la Chambre de pêche de la wilaya d'Alger, des professionnels et enseignants du secteur ont insisté sur la nécessité d'inculquer une culture de prévention. Le directeur de l'INSPA, Mohamed Mazouzi, a rappelé que "la sécurité en mer dépasse la simple procédure administrative : elle constitue une responsabilité professionnelle visant à protéger la vie de ceux qui affrontent les dangers de la mer pour subvenir à leurs besoins et contribuer à la sécurité alimentaire du pays".

Selon lui, les pêcheurs exercent dans des environnements à haut risque, exposés à des accidents souvent graves : chutes, noyades, efforts physiques intenses, ou encore manipulation d'équipements lourds d'où l'organisation de cette journée qui s'inscrit dans le cadre de l'engagement de l'Institut à inculquer une culture de prévention et de sécurité aux professionnels du secteur. Le professeur Mohamed Abbas, intervenant lors de la rencontre, a présenté les résultats d'une enquête de terrain sur les accidents du travail dans le secteur. Il a identifié la chute par-dessus bord comme l'une des causes principales de décès, notamment chez les pêcheurs non équipés de gilets de sauvetage, exposés à l'hypothermie, aux blessures ou à des difficultés de sauvetage en cas de mer agitée. Il a également évoqué les blessures liées à la mauvaise manipulation des cordages, comme les coupures aux doigts, notamment à bord des sardiniers, petits métiers ou chalutiers. De son côté, Hatem Nabil Mouaki, capitaine de pêche et formateur à l'INSPA, a mis l'accent sur la nécessité d'équiper chaque navire d'éléments de sécurité indispensables : gilets de sauvetage, bouées, signaux de détresse, torches et combinaisons d'immersion. Il a insisté sur la stricte application des plans de sécurité définis par les constructeurs et sur la formation de tout l'équipage aux techniques de survie : port du gilet, lutte contre l'incendie, premiers secours, procédures d'urgence.

GAZ

L’Algérie dépasse les USA et s’impose comme le premier fournisseur de l’Espagne

L’Algérie a consolidé sa position de premier fournisseur de gaz naturel de l’Espagne au cours du premier semestre 2025, détrônant ainsi les États-Unis, dont les exportations ont connu une baisse notable en juin. Selon le bulletin mensuel d’Enagás, la société espagnole en charge des infrastructures de transport et de stockage de gaz, les importations espagnoles de gaz algérien ont atteint environ 12 040 GWh en juin. Cette quantité a été acheminée via le gazoduc Medgaz (7 890 GWh) et les méthaniers de gaz naturel liquéfié (GNL) (4 150 GWh). Ainsi, l’Algérie représente à elle seule 43,6% du total des importations espagnoles de gaz pour le mois de juin, renforçant sa position de premier fournisseur et confirmant la stabilité et l’efficacité de ses infrastructures d’exportation, qu’il s’agisse des gazoducs ou du transport maritime, selon la même source. En revanche, les exportations de gaz américain vers l’Espagne ont chuté de 55% par rapport aux mois précédents, atteignant seulement 4 133 GWh en juin, soit 15% du total des importations espagnoles. Cette baisse est attribuée aux tensions commerciales croissantes entre Washington et Bruxelles, dans le contexte de la « guerre des droits de douane » menée par le président américain Donald Trump, qui a eu un impact négatif sur les exportations vers les marchés européens.

SITEV2025

L’ANEP sponsor Gold du salon

L’Entreprise Nationale de Communication, d’Édition et de Publicité (ANEP) a le plaisir d’annoncer sa participation, en tant que sponsor GOLD, au Salon International du Tourisme et du Voyage (SITEV2025), qui se tient du 12 au 15 juillet 2025 au Palais des Expositions, SAFEX, à Alger. Les représentants des filiales et unités de l’entreprise seront présents pour accueillir les visiteurs au stand de l’ANEP, situé au pavillon central C, zone A. À cette occasion, l’ANEP invite les professionnels du secteur du tourisme à découvrir son savoir-faire dans les domaines de la communication, de la publicité, de l’impression et de la logistique, mis au service du développement du tourisme national. La participation à ce salon international sera également une opportunité d’établir de nouvelles collaborations stratégiques et de renforcer la visibilité de l’entreprise auprès d’un public national et international.

INVESTISSEMENT

Lancement d’un projet de glossaire national de terminologie technique et réglementaire

Un memorandum de coopération a été signé, dimanche à Alger, entre l’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI) et le Haut-Conseil de la langue arabe (HCLA), portant lancement d’un projet de glossaire national de terminologie technique et réglementaire relative à l’investissement. Le memorandum de coopération a été signé au siège de l’AAPI par le directeur général de l’Agence, M. Omar Rekkache, et le président du HCLA, M. Salah Belaid. Ce glossaire, qui sera édité en trois langues (arabe, anglais et français), vise à unifier la terminologie technique et juridique utilisée dans le domaine de l’investissement, à renforcer l’usage de la langue arabe dans ce domaine, et à établir une référence linguistique et institutionnelle officielle à laquelle recourent les différents secteurs lors de l’élaboration des textes juri-

diques, selon les explications fournies à cette occasion. Il tend également à renforcer l’attractivité de l’écosystème d’investissement en Algérie, à travers la mise en place d’un cadre linguistique et conceptuel clair et conforme aux normes internationales. A cette occasion, un groupe de travail chargé de l’élaboration de ce glossaire a été installé. Le groupe est composé de traducteurs et de chercheurs relevant du HCLA, en sus d’une équipe de l’AAPI représentant toute la composante du guichet unique de l’investissement, dont les Douanes, les Impôts, l’Environnement, l’Habitat, le Commerce. Dans une allocution lors de la cérémonie de signature, le président du HCLA, M. Salah Belaïd, a affirmé que son institution veillerait à élaborer un glossaire "particulier", s'appuyant sur tous les dictionnaires et guides disponibles, faisant savoir qu’une

version en papier serait publiée prochainement, suivie d’une version numérique. De son côté, M. Rekkache, a estimé dans une déclaration à la presse, que "plusieurs litiges liés à l’investissement sont dû à une mécompréhension des termes relatifs aux procédures juridiques", saluant cette initiative qui "contribuera à éclaircir la vision au sein de l’Agence et de l’ensemble des administrations concernées par l’investissement, et d’améliorer ainsi le climat d’investissement dans le pays". Ce glossaire ne se limitera pas à recueillir les termes dans un document, mais définira les concepts à caractère juridique, économique et administratif, afin de simplifier les procédures administratives pour les investisseurs, d’expliquer les mécanismes d’accès aux avantages accordés par l’Etat et de vulgariser les étapes de l’opération d’investissement, a-t-il précisé.

PRÉSERVATION DES ACQUIS DE L’INDÉPENDANCE

Les Douanes algériennes poursuivent leurs efforts

Les Douanes algériennes, à travers leurs agents et cadres, poursuivent inlassablement leur mission de préservation des acquis de l’indépendance et de consolidation des réalisations de l’Algérie nouvelle, fidèle au message des

martyrs et aux principes de la glorieuse Révolution de novembre, a assuré dimanche le directeur régional -Est- des Douanes algériennes, Brahim Bensalem. «La dimension stratégique caractérisant les services des Douanes algériennes réside dans sa contribution effective à l’ancrage de la souveraineté nationale et la concrétisation des aspirations de ceux qui ont consenti d’immenses sacrifices pour libérer la patrie, à travers la protection de l’économie nationale, la lutte contre toutes les formes de contrebande, l’élévation du niveau de performance douanière, ainsi que le développement des capacités de contrôle et d’inspection », a indiqué le responsable dans sin intervention, lors d’une rencontre, organisée au siège de la Direction régionale des Douanes Est, commémorant « les gloires de la guerre de libération nationale et le 63e anniversaire de l’indépendance ».

La commémoration du 63e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale constitue «une occasion renouvelée de raviver les significations du dévouement et du sacrifice, et de renforcer le sens de responsabilité chez les cadres et agents des Douanes, dans le contexte de la nouvelle dynamique que connaît le pays sur la voie de l’édification de l’Algérie nouvelle », a-t-il encore ajouté. Pour sa part, le professeur et chercheur en histoire de l’Algérie, M. Haroun Hammadou, a souligné que la glorieuse Révolution algérienne demeurera mis en avant « l’importance de l’ancrage des valeurs novembristes au sein des différents secteurs vitaux, notamment le corps des Douanes qui représente un prolongement dans la défense de la souveraineté nationale, mais selon des méthodes modernes conformes aux exigences de la sécurité économique ».

PÉTROLE

Le Brent en hausse à 70,78 dollars

Les cours du pétrole progressaient lundi, dans un marché suspendu à une "déclaration importante" évoquée par le président américain, Donald Trump et attendue plus tard dans la journée. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, prenait 0,60% à 70,78 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en août, gagnait 0,63% à 68,88 dollars. "Je pense que j’aurai une déclaration importante à faire (...) lundi", a indiqué vendredi le président américain dans un entretien téléphonique à la chaîne NBC, sans donner plus de détails. Après cette annonce, les prix du pétrole gagnaient du terrain et continuent de s’afficher en hausse lundi. Les prix du gaz européen ont également progressé légèrement depuis vendredi. Le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne du gaz naturel, monte d’environ 1,5%, à 36,095 euros le mégawatt/heure (MWh). La semaine dernière, le Brent a progressé de 3 %, tandis que le WTI a enregistré des gains hebdomadaires d’environ 2,2 %, après que l’Agence internationale de l’énergie a déclaré que le marché pétrolier mondial pourrait être plus tendu que ne le suggèrent les premiers indicateurs, avec une demande soutenue par l’augmentation des taux de fonctionnement des raffineries pendant le pic estival pour répondre aux besoins en voyages et en production d’électricité.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 13 جويلية 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Juillet 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	61	69	53	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	74	89	59	الطماطم	
	Oignon sec	40	47	33	البصل الجاف	
	Ail vert	427	494	360	الثوم الخضراء	
	Carotte	94	105	83	الجزر	
	Navet	100	111	88	لفت	
	Poivron	95	109	82	الفلفل الاخضر	
	Piment	119	137	100	الفلفل الحار	
	Courgette	87	99	75	الكوسة	
	Haricot vert	246	268	224	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	96	110	83	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	384	463	304	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	589	721	457	التمر	
	Banane	428	439	415	الموز	
	Melon	105	122	89	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	68	81	55	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1768	1900	1635	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	333	347	320	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	88	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	426,00	NC	0,00	0,47	0,98	8,22	7,04	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 450,00	NC	0,00	0,97	2,48	0,00	-	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	0,00	3,75	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,32	12,10	5,43	832	1 913 800,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,39	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-1,94	2,03	-	0	0,00

INSCRIPTIONS UNIVERSITAIRES 2025 -2026

Les nouvelles modalités d'accès dévoilées

À quelques jours du lancement des inscriptions universitaires, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a dévoilé ce lundi les modalités d'inscription pour les bacheliers de la session de juin 2025. Lors d'une conférence de presse à Alger, il a présenté les nouvelles procédures, les orientations stratégiques et les réformes clés qui marqueront cette rentrée axée sur la transformation.

Par M. A.

La première phase des inscriptions, qui se tiendra du 22 au 26 juillet 2025, se fera exclusivement via la plateforme numérique du ministère. Cette dernière, désormais dotée d'outils d'aide à la décision améliorés, offrira aux bacheliers des propositions d'orientation personnalisées. Celles-ci prendront en compte leurs résultats au baccalauréat, leurs aptitudes et les capacités d'accueil des universités. « Nous voulons rompre avec l'orientation automatique et impersonnelle. Chaque bachelier mérite une orientation réfléchie, qui lui ouvre de véritables perspectives d'avenir », a déclaré M. Baddari, soulignant l'importance d'un accompagnement intelligent et équitable dès l'entrée dans l'enseignement supérieur. Un objectif majeur du ministère est d'aligner la formation universitaire sur les besoins du marché du travail. Dans cette optique, le ministre a mis l'accent sur les sciences appliquées, les technologies numériques et le renforcement des partenariats entre universités et entreprises. « L'université algérienne doit devenir un

moteur de développement économique. Chaque filière doit répondre à un besoin réel du pays », a-t-il affirmé. Cette rentrée sera également marquée par un décret ministériel spécial introduisant de nouveaux seuils d'admission pour les filières très demandées, telles que les sciences médicales, l'architecture, les classes préparatoires en ingénierie et les écoles normales supérieures. Ces seuils seront dynamiquement ajustés en fonction de la moyenne du bac et des capacités réelles d'accueil des établissements. Le ministre a, par ailleurs, fait savoir que la prochaine rentrée universitaire « verra l'introduction de nouvelles offres de formation, en application du programme du président de la République visant à promouvoir l'économie de la connaissance ». Dans le cadre de cette démarche, la formation en sciences médicales a été renforcée par la création d'une Université nationale des sciences de la santé à Alger, a précisé M. Baddari, ajoutant qu'à compter de la prochaine rentrée universitaire, « les étudiants en première année de sciences médicales pourront s'inscrire dans un double cursus leur permettant d'obtenir une licence d'an-

glais médical parallèlement au diplôme de sciences médicales ». Enfin, Kamel Baddari a rappelé les réformes structurelles initiées depuis 2023, incluant la refonte du système LMD, le développement de pôles technologiques régionaux, ainsi que l'introduction de la formation en alternance et en ligne, notamment pour les filières émergentes. « La réussite des étudiants ne se mesure pas uniquement à l'examen du bac, mais aussi à notre capacité à les accompagner vers une formation utile, moderne et insérante », a-t-il insisté. Par ailleurs, afin de répondre aux besoins du secteur de l'éducation nationale en matière de formation des enseignants, « 25 annexes et 26 espaces de formation ont été créés au niveau des universités pour assurer la formation de 32.000 enseignants à l'horizon de l'année universitaire 2030-2031 », selon le ministre. S'agissant des nouvelles structures, il a fait état de la réception prochaine de « 28.000 nouvelles places pédagogiques, ce qui portera la capacité d'accueil totale à 1.616.000 places pédagogiques », ainsi que de « 9.500 nouveaux lits ».

UNIVERSITÉ DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE D'ORAN

Plus de 5.000 étudiants diplômés

Par R E.

L'Université des sciences et de la technologie Mohamed-Boudiaf d'Oran a enregistré, au cours de l'année universitaire 2024-2025, la sortie de plus de 5.000 étudiants en Licence et en Master, a-t-on appris auprès de cet établissement d'enseignement supérieur. Ainsi, la fin de l'année universitaire a vu la sortie de 5.029 diplômés, dont 3.141 en cycle Licence et 1.888 en Master. A cela s'ajoutent

91 diplômés en post- graduation (doctorat), répartis entre 47 en système LMD (Licence-Master-Doctorat) et 44 en système classique, selon la même source. L'Université propose une offre de formation diversifiée couvrant les cycles licence, master et doctorat, en plus de formations d'ingénieurs et d'architectes. Ces formations sont réparties sur six domaines et 33 spécialités. En matière d'innovation, l'Université Mohamed-Boudiaf s'est engagée pleinement à encourager

et à promouvoir l'innovation, l'entrepreneuriat et la création de startups, avec des résultats très satisfaisants dans ce domaine. Ainsi, l'incubateur de l'Université a accompagné 72 projets innovants et projets de startups, cette année, tandis que le centre de développement de l'entrepreneuriat a soutenu 27 projets de création de micro-entreprises. Par ailleurs, 14 brevets d'invention ont été déposés et 5 labels de qualité ont été obtenus sur 20 dossiers soumis, la procédure étant toujours

en cours. De plus, 433 étudiants ont rejoint l'initiative d'entrepreneuriat étudiant dans le cadre de l'arrêté ministériel 1275. L'Université Mohamed-Boudiaf d'Oran comprend sept Facultés, deux Instituts et 41 laboratoires de recherche agréés. Elle emploie 1.048 enseignants-chercheurs, et le nombre d'étudiants inscrits pour l'année universitaire 2024-2025 était d'environ 19.225 étudiants.

USTHB -UNIVERSITÉ DE NOUAKCHOTT

Lancement d'un master conjoint en sciences des dattes

Par R E.

L'accord de jumelage signé entre l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB), et l'Université de Nouakchott, a été couronné par le lancement d'un master conjoint en sciences des dattes et l'application de l'intelligence artificielle, sanctionnée par deux diplômes remis par les deux universités, indique, dimanche, un communiqué de l'USTHB. La nouvelle spécialité qui sera lancée à la prochaine rentrée universitaire, est à même d'ouvrir aux étudiants des perspectives professionnelles et de recherches prometteuses, vu l'importance nutritive et économique de la culture du palmier dattier, l'USTHB comptant pro-

fiter de l'expertise de l'Université de Nouakchott dans ce domaine", a précisé le communiqué. L'annonce de cette initiative intervient à l'occasion de la visite effectuée, ce jour, par une délégation académique de l'Université de Nouakchott à l'USTHB, et qui s'inscrit dans le cadre du "renforcement de l'échange académique et le développement des projets de recherche conjoints". Cette visite qui reflète "la profondeur de la coopération africaine dans le domaine de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique", s'inscrit dans le cadre de "l'activation de l'accord de jumelage signé entre les deux universités le mois de mai dernier, visant à renforcer l'échange académique et le développement de projets de recherche conjoints,

notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle", selon le communiqué. La délégation mauritanienne était composée du doyen de la faculté des sciences techniques, M. Diajana Yakouba, du chef de département des Mathématiques, M. Mohammed Henoune et le chef de département de Biologie, M. Ahmadou Mohammed Fadel, ainsi que le directeur de la Bibliothèque, M. Ahmed El Kadi. Lors de la rencontre qui a réuni les deux parties, une série de propositions a été examinée, visant à "élargir les domaines de la coopération commune, à travers l'ouverture de nouvelles spécialités dans les cycles Licence et Master, ainsi que la formation au doctorat, dans le but de créer une dynamique académique bénéfique aux deux universités".

CONSTANTINE/SALON NATIONAL DE L'ARTISANAT ET DES MÉTIERS

Les produits cosmétiques naturels séduisent le public

Fabriqués à base d'ingrédients d'origine végétale, sans colorants ni conservateurs, les produits cosmétiques naturels exposés, au salon national des métiers artisanaux qui se tient au centre-ville de Constantine, continuent de séduire de plus en plus les visiteurs. Les savons, les shampoings, les crèmes pour le visage et le corps et des soins pour cheveux fabriqués de façon artisanale à base de produits naturels tels que l'huile d'olive et le miel, et cédés à des prix attractifs, connaissent un succès grandissant lors de ce salon, organisé depuis le début juillet, aux galeries souterraines du centre-ville, fraîchement réhabilitées après plusieurs années de fermeture. Cette manifestation commerciale qui s'inscrit dans le cadre d'un programme spécial "été" tracé par la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), ayant pour but la promotion et la relance des activités artisanales locales et nationales et vise également à redonner vie à cet espace urbain oublié, en le réinscrivant dans le tissu économique et culturel de la ville, a déclaré lundi à l'APS le directeur de la chambre d'artisanat et des métiers, Abdelghani Sifer. La nouvelle édition de ce salon est marquée non seulement par le nombre des exposants venus de plusieurs wilayas du pays à l'instar de Boumerdes, de Biskra et d'Oum El Bouaghi, mais aussi par le choix symbolique du lieu d'accueil, les anciens passages commerciaux souterrains du centre-ville de Constantine, aujourd'hui transformés en espace artistique, culturel et touristique, a indiqué la même source. Dhoha Houam, artisane de la wilaya de Tébessa, spécialisée dans la fabrication des savons naturels et produits cosmétiques, a révélé à l'APS que cet événement demeure "une opportunité pour le public constantinois de découvrir ce métier artisanal en net développement en particulier ces dernières années". Elle a également souligné que depuis une dizaine d'années d'activités, son carnet d'adresses contient même une liste de commerçants de l'ensemble des régions du pays qui passent des commandes pour de multiples produits de beauté naturels. Pour sa part, Moufida Loucif, de Hamma Bouziane (Constantine) qui gère un atelier de distillation de l'eau de rose et de fleur d'oranger en plus d'autres plantes médicinales depuis plus de 17 ans, a salué cette initiative, estimant que ce salon permettra de valoriser ce métier. S'étalant jusqu'à la fin du mois de septembre prochain, cette exposition qui regroupe plus de 50 artisans de différents métiers (poterie, dinanderie, céramique, des produits en cuir ainsi que les pâtes et les gâteaux traditionnels), a permis aux visiteurs de découvrir la richesse du patrimoine artisanal national.

ILLIZI
Lancement des travaux de réalisation d’un Centre de formation professionnelle à Ohanet

Un projet de réalisation d'un Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) a été lancé dimanche en chantier à Ohanet, commune d'In-Amenas, dans le cadre du renforcement des infrastructures de formation dans la région, a-t-on appris de la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP) de la wilaya d'Illizi. Le coup d'envoi du projet, confié à deux entreprises avec un délai de 24 mois, a été donné par le chef de daïra d'In-Amenas, représentant du wali d'Illizi, en présence notamment du président de l'Assemblée populaire communale d'In-Amenas, de cadres du secteur de la formation professionnelle, d'élus et de notables locaux, a indiqué le Directeur de la formation et l'enseignement professionnels, Youcef Hamdani. Le projet est appelé à contribuer à la dynamique de développement de la région d'Ohanet, au regard de ses potentialités dans les domaines de l'agriculture, l'industrie, l'artisanat traditionnel et les services, a-t-il expliqué, estimant qu'il contribuera à la formation d'une main d'œuvre qualifiée qui réponde aux exigences du marché local de l'emploi. Selon sa fiche technique, le futur CFPA offrira une capacité de 300 places pédagogiques et sera doté d'un internat de 60 lits, de sorte à accueillir les stagiaires de différentes régions de la daïra.

NÂAMA
Mise en service d’un appareil d’imagerie par résonance magnétique

Le service de radiologie de l'hôpital "Kadri Mohamed" de la ville de Nâama a été doté d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM), mis en service, dimanche, a-t-on appris de la direction locale de la Santé. La mise en service de cet équipement, a été supervisée par le wali de Nâama, Lounès Bouzegza, accompagné des autorités locales et de membres de la famille révolutionnaire, dans le cadre des festivités marquant le 63e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale. A l'occasion, le chef de l'exécutif local a précisé que "l'acquisition et l'installation de cet équipement ont nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de plus de 200 millions de dinars", relevant que le service radiologie de l'hôpital "assure dès aujourd'hui, la réalisation d'examen d'imagerie médicale par IRM". Ce nouvel équipement moderne contribuera à offrir aux patients une meilleure prise en charge, dans le cadre du renforcement des prestations de santé et l'amélioration de la qualité des soins au sein de cet établissement public hospitalier, notamment à travers le diagnostic des cas atteints de différents types de cancer, ajoute la direction.

OUARGLA

Appel à actualiser les plans d’occupation des sols

Les participants à une journée d’étude, dimanche à Ouargla, sur "La révision de la loi relative à l’aménagement et à l’urbanisme en Algérie", ont appelé à actualiser et réviser périodiquement les plans d’occupation des sols (POS), et à assurer la coordination entre les divers secteurs et redéfinir de nouvelles zones de construction en tenant compte du développement urbain et socioéconomique.

Ils ont plaidé, en outre, pour l'organisation, en direction des assemblées locales, de la société civile et des services techniques, des campagnes de vulgarisation sur les outils d'urbanisme en vue de leur conférer plus d'efficacité en ce qui concerne la délivrance, par ces instances, des documents liés aux outils d'urbanisme. Les intervenants ont aussi recommandé l'inscription d'études des plans directeurs spécialisés, après approbation des PDAU par l'ensemble des secteurs concernés, et l'accompagnement de certains secteurs en rapport avec les infrastructures de base en milieux urbains, notamment en ce qui a trait aux extensions urbaines, pour la réalisation des outils d'urbanisme et leurs perspectives. Dans son intervention d'ouverture, le secrétaire général de la wilaya d'Ouar-

gla, Tahar Chettih, a salué l'initiative ministérielle sur la révision du cadre juridique de l'urbanisme en Algérie, pour le mettre au diapason de la conjoncture actuelle et des perspectives futures et exigences de développement durable. Les suggestions formulées lors de cette rencontre ont porté sur l'identification des contraintes ayant entravé l'application du cadre réglementaire et des dispositions relatives à l'urbanisme, dont la loi 90-29 relative à l'aménagement et l'urbanisme, la 15/08 relative à la mise en conformité des bâtisses et leur achèvement et le décret exécutif 19-15 lié aux actes d'urbanisme. Pour sa part, le directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, Kamel Zayed, a affirmé que cette journée d'étude vise à activer les initia-

tives et suggestions locales, à l'effet d'enrichir le débat national ayant trait aux réformes urbanistiques en cours. Il a signalé, à ce titre, que la rencontre a, entre-autres de ses objectifs, l'encouragement du dialogue et l'implication des acteurs et intervenants locaux régionaux et nationaux. La rencontre a donné lieu également à l'animation de deux ateliers dédiés à l'examen des "Outils de planification et de construction" et des "Règles générales de planification et de construction". Cette journée d'étude a regroupé les présidents des Assemblées populaires communales, les chefs de daïras, des directeurs exécutifs, les responsables des subdivisions de l'urbanisme, ainsi que des architectes et représentants de bureaux d'études techniques au niveau de la wilaya.

JIJEL

Une commission interministérielle inspecte les plages d’El Aouana

Une commission interministérielle a effectué dimanche une visite d'inspection aux plages autorisées à la baignade dans la commune d'El Aouana (wilaya de Jijel) pour contrôler l'application des dispositions légales relatives à l'exploitation des plages par les bénéficiaires de concession, ont indiqué les services de la wilaya. La même source a indiqué que « dans le cadre du suivi du déroulement de la saison estivale 2025,

une commission interministérielle a visité les plages autorisées à la baignade dans la commune d'El Aouana pour s'enquérir de la mise en œuvre des instructions et règlements relatifs à l'exploitation des plages par les bénéficiaires de concession, notamment la gratuité de l'accès aux plages et la garantie de la quiétude et de la sécurité des estivants ». «Les membres de la commission ont inspecté les centres de surveil-

lance des corps de la gendarmerie nationale et de la protection civile, et se sont enquis des conditions d'hygiène au niveau des toilettes gérées par les concessionnaires outre le contrôle du respect des superficies concédées et de la gratuité de l'accès aux plages», a ajouté la même source. La commission s'est également enquis de la gestion des plages ainsi que de l'affichage et de l'application des tarifs unifiés pour les parkings

de véhicules, selon la même source. La commission poursuivra lundi son travail par l'inspection des plages autorisées à la baignade dans la ville de Jijel pour assurer le bon déroulement de la saison estivale dans la wilaya et mettre en place les meilleures conditions pour l'accueil des estivants dans un environnement sécurisé, propre et organisé, a-t-on indiqué.

AÏN TEMOUCHENT

Plus de 6 hectares pour accueillir de nouveaux projets industriels

Une superficie de plus de 6,85 hectares a été réservée pour accueillir de nouveaux projets d'investissement dans la zone industrielle de Tamazoura, dans la wilaya d'Aïn Temouchent, a-t-on appris, du directeur local de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Djawad Rahali. Cette réserve foncière « se compose de 10 lots d'une superficie variant entre 2.323 et 19.626 mètres carrés, destinés à abriter des projets principalement dans les domaines de l'industrie du

marbre, du verre plat, des pneumatiques, des pièces de rechange, ainsi que dans l'électronique liée à l'énergie solaire et l'industrie chimique en rapport avec la production pharmaceutique », a précisé le même responsable. Ces lots ont été mis en ligne sur la plateforme numérique dédiée aux investisseurs, mise en place par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), afin d'attirer les porteurs de projets souhaitant s'implanter dans cette zone industrielle, a ajouté M. Rahali.

La zone industrielle de Tamazoura, située dans la commune éponyme, s'étend sur une superficie totale de 205 hectares et compte actuellement 14 projets en activité et 18 autres en cours de réalisation, selon la direction locale de l'Industrie. La wilaya d'Aïn Temouchent dispose également d'une deuxième zone industrielle, située au chef-lieu, s'étendant sur 129 hectares, en plus de 14 zones d'activités réparties à travers plusieurs communes, a-t-on signalé.

MILA

Lancement des travaux de raccordement de 6 mechtas au réseau du gaz naturel

Des travaux destinés à raccorder 6 mechtas réparties sur plusieurs communes de la wilaya de Mila au réseau de distribution du gaz naturel viennent d'être lancés, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Le responsable de la communication de cette direction, Redha Fergani, a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'il s'agit des localités de "Ain El Hamra", dans la commune d'Amira Arrès, "Bouyoucef"

(Sidi Merouane), "Bouïgour" (Oued Athmania), "El Mertaha" (Mila), "Beni Hassan" (Tassadane Hedada) et "Tari-dalt" (Ahmed Rachedi). Pas moins de 550 foyers, situés dans des localités isolées, bénéficieront des bienfaits du gaz naturel dans le cadre de ce projet lancé début juillet et qui verra la réalisation d'un réseau de distribution d'une longueur totale de 39,34 kilomètres, a ajouté la même source. Cette action destinée à améliorer les conditions de vie des populations vivant

en zones rurales a nécessité un investissement public de plus de 115 millions de dinars, consenti dans le cadre des différents programmes de développement, ce qui représente, selon M. Fergani, un coût moyen de 211.000 dinars par branchement. S'agissant des délais de réalisation, mentionnés dans le cahier des charges, ils varient "entre un et cinq mois" et permettront la mise en service du réseau "au cours du 4ème trimestre de l'année 2025", a encore précisé la même source.

L'Asie centrale, le discret mais primordial point névralgique de la géopolitique mondiale

Au carrefour entre l'Europe, la Russie et la Chine, les pays de la région centrasiatique sont devenus des partenaires privilégiés sur le plan commercial. Notamment pour l'Union européenne, qui en a fait un nouvel eldorado énergétique avec la guerre en Ukraine.

Par Léo Pierre – Édité par Émile Vazand

En février 2022, l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a eu pour effet direct de renforcer l'intérêt des Européens pour l'Asie centrale, reconnue pour son attractivité économique, en raison de la présence d'importantes ressources gazières et pétrolières. Après la suspension des échanges gaziers avec la Russie –avec pour point culminant la mise à l'arrêt des gazoducs Nord Stream, qui acheminaient près de 55 milliards de mètres cubes vers l'ouest–, l'Europe s'est tournée vers de nouveaux partenaires à fort potentiel énergétique. Justement, le Kazakhstan est le douzième exportateur mondial d'or noir, tandis que l'Ouzbékistan figure parmi les quinze plus gros producteurs de gaz au monde. Le Turkménistan, bordé par la mer Caspienne et peuplé de seulement 7 millions d'habitants, compte lui aussi d'importantes réserves gazières. Avec des ressources estimées à 14.000 milliards de mètres cubes, le pays limitrophe de l'Iran se place comme la quatrième puissance gazière mondiale. Plus de place au doute, l'Asie centrale est bel et bien capitale pour la souveraineté énergétique de l'Union européenne (UE). Mais la Chine et la Russie ont un train d'avance dans les steppes centrasiatiques. Pour leur part, les cinq États de la région (Kirghizistan et Tadjikistan en plus des trois cités plus haut) tirent profit de ces engagements.

Pour la Russie, consolider son influence

Déjà, au cours du XIXe siècle, l'Empire tsariste, par le biais de multiples conquêtes militaires, était devenu la puissance hégémonique en Asie centrale. Mais après les révolutions bolchéviques de 1917 et l'avènement de l'URSS en 1922, les cinq États d'Asie centrale ont intégré l'Union soviétique. Sous la coupe de l'URSS, la trajectoire historique de ces pays n'a rien de comparable avec celle des pays d'Europe de l'Est. Marie Hiliquin, chercheuse à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM Europe) et autrice d'une thèse sur les «nouvelles routes de la soie» et la stratégie régionale de la Chine en Asie centrale, approuve: «Aujourd'hui encore, lorsque l'on discute avec les populations d'Asie centrale, elles n'ont pas du tout la réflexion d'une colonisation, mais plutôt celle d'avoir été des satellites. Forcément, les trajectoires observées à la chute de l'URSS et les rapports entretenus avec la Russie sont très différents de ceux qu'entretiennent les pays d'Europe de l'Est.» De son côté, la Russie considère l'espace centrasiatique comme son «étranger

proche». En cela, la dislocation de l'Union soviétique n'a pas mis un terme aux ambitions politiques et économiques russes dans la région. En 2000, la création de la Communauté économique eurasiatique, remplacée en 2014 par l'Union économique eurasiatique (UEE) –à l'instar de la Russie, de la Biélorussie et du Kazakhstan– en témoigne. La formation d'un grand marché commun, où les droits de douane ont été supprimés, marque la volonté de maintenir une domination économique sur cette zone, après l'affaissement des économies régionales consécutif à la chute de l'URSS. Si l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Tadjikistan ne demeurent que des observateurs au sein de l'UEE, ces pays entretiennent d'étroites relations –politiques, économiques, diplomatiques– avec la Russie. La sécurité à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan est notamment assurée par des forces militaires russes, tandis que Moscou reste le deuxième partenaire commercial de l'Ouzbékistan, derrière la Chine. Il serait toutefois anachronique de concevoir les relations entre les pays d'Asie centrale et la Russie comme unilatérales. Si, pour les pays centrasiatiques, les investissements venus de Russie sont essentiels, les marchés kazakhstanaï, ouzbeks et turkmènes sont tout aussi cruciaux pour les investisseurs russes. Plus qu'une relation de dépendance, c'est au prisme de l'interdépendance qu'il faut entrevoir ces dynamiques régionales.

Les «nouvelles routes de la soie» en Asie centrale, des résultats contrastés

Par sa proximité géographique avec la sphère centrasiatique, la Chine a été au centre de la recomposition de la région lorsque l'URSS s'est effondrée. Confronté à des litiges frontaliers remontant au milieu des années 1960, Pékin n'a eu d'autre choix que de faire des concessions à ses voisins, le Kazakhstan en tête, avec qui la Chine partage 1.533 kilomètres de frontière commune. «Pour les autorités chinoises, le partage de ces frontières a été sensible puisqu'il était notamment question de la province du Xinjiang, qui présentait un haut enjeu sécuritaire. Mais les concessions accordées à ces voisins ont posé les bases de relations apaisées entre la Chine et les autres États de la région», souligne Marie Hiliquin. Ce dialogue sino-kazakhstanaï a permis de sécuriser une région à haute importance stratégique pour la Chine et de garantir ses futurs intérêts commerciaux. En 2013, les rapports entre la Chine et les pays centrasiatiques sont effectivement entrés dans une nouvelle ère, lorsque les autorités chinoises ont rendu public leur projet titanesque des «nouvelles routes de la soie», destiné à redessiner les contours du commerce interna-

tional. Les projets d'infrastructures ferroviaires ou de corridors énergétiques en cours sont nombreux, comme l'ambitieuse liaison ferroviaire Chine - Kirghizistan - Ouzbékistan (CKU), dont les premiers pourparlers remontent au début des années 1990. D'autres projets ont déjà vu le jour, comme l'impressionnant port sec de Khorgos, situé en plein milieu du désert kazakh, dont le rôle est capital dans la logistique des «nouvelles routes de la soie» et dans les liaisons commerciales entre la Chine et l'Europe. Le port de Khorgos résume en fait assez bien la perception qu'ont les Chinois de l'Asie centrale: une zone tampon entre l'Europe et la Chine, par laquelle les capitaux transitent, confie Marie Hiliquin.

Des partenaires qui suscitent méfiance et suspicion

Mais malgré des coopérations économiques étroites et de solides partenariats noués au fil des années, les pays d'Asie centrale restent méfiants quant aux ambitions russes et chinoises dans la région. La guerre en Ukraine a rappelé que la Russie –avec son logiciel impérialiste– pouvait s'avérer être une menace pour la souveraineté des États, notamment lorsqu'un pays que Moscou considère comme faisant partie de sa sphère d'influence abrite une importante minorité russophone. Bayram Balci, chercheur au Centre de recherches internationales de Sciences Po, insiste sur les positions ambivalentes que génère l'«opération militaire spéciale» de Vladimir Poutine en Asie centrale: «Si les pays centrasiatiques ne peuvent pas entrer en conflit direct avec la Russie, ils sont néanmoins solidaires du sort des Ukrainiens, concevant parfaitement que, derrière la souveraineté ukrainienne, se cache aussi la leur.» Le Kazakhstan n'hésite pas à envoyer de l'aide humanitaire en Ukraine et l'Ouzbékistan se montre ouvertement critique contre les opérations russes en territoire ukrainien: «Le président kazakhstanaï Kassym-Jomart Tokaïev a déjà annoncé qu'il ne reconnaîtrait jamais la souveraineté de la Russie sur les régions annexées en Ukraine en septembre 2022», atteste Bayram Balci. La présence chinoise, elle non plus, n'est pas épargnée par les critiques et fait même surgir une défiance parfois exacerbée. En 2018 et 2019, des manifestations antichinoises ont été recensées à Bichkek, la capitale du Kirghizistan. Les demandes sont claires: l'arrêt de la délivrance de passeports kirghizes aux citoyens chinois, ainsi que la suspension des quotas de main-d'œuvre chinoise dans le pays, notamment. En dépit du principe gagnant-gagnant mis en avant par les autorités chinoises dans leurs «nouvelles routes de la soie», les

populations kirghizes restent inquiètes de la présence chinoise sur leur territoire, craignant à la fois pour leurs emplois et pour leur souveraineté. Pour Marie Hiliquin, il est important de comprendre que les pays centrasiatiques nourrissent depuis plusieurs années une peur incontestable de la Chine, qui se mêle parfois à une hostilité criante envers l'empire du Milieu. «Il y a en Asie centrale une sinophobie ancrée dans la peur de l'envahisseur que représente la Chine, expose la spécialiste de la région. Aussi, dans les camps de rééducation du Xinjiang, on trouve des Ouïghours, mais aussi des Kirghizes, des Kazakhs, des Dounganes, qui n'ont pas été rapatriés dans les pays d'Asie centrale au cœur des années 1990.» Cette aversion est désormais bien ancrée dans les mentalités.

L'UE ou la délicate équation entre intérêts stratégiques et valeurs démocratiques

En avril 2025, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, s'est rendue à Samarcande, en Ouzbékistan, dans le cadre d'un sommet UE-Asie centrale, le premier de cette envergure depuis février 2022. L'Europe, consciente de ses fragilités sur le plan énergétique –fragilités mises en lumière de façon brutale par la suspension des livraisons de gaz russe– cherche de nouveaux partenaires capables de répondre à ses besoins énergétiques. Le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan apparaissent comme des candidats idéaux pour les Européens, en raison de leurs importantes réserves en énergies fossiles, alors que l'UE est déjà le premier partenaire commercial des pays centrasiatiques, un rôle pourtant largement méconnu des populations européennes comme de celles d'Asie centrale. Avec son ambitieux projet Global Gateway, l'UE espère bien poursuivre sur cette voie, puisqu'environ 10 milliards d'euros devraient être investis à court terme en Asie centrale, dans l'espoir de créer des corridors énergétiques contournant la Russie. Et c'est bien sous cet angle qu'il faut comprendre la visite d'Ursula von der Leyen en Ouzbékistan, en avril. Néanmoins, les dirigeants européens se retrouvent une nouvelle fois pris dans un étau, entre leurs intérêts stratégiques et le système de valeurs démocratiques qu'ils affirment défendre sur la scène internationale. Mais, une fois encore, comment croire que cela puisse réellement constituer une ligne de conduite tangible face à des régimes politiques dont la nature est au minimum autoritaire, voire carrément dictatoriale, comme c'est le cas au Turkménistan? En Asie centrale, on se frotte les mains à l'idée de signer de nouveaux accords commerciaux.

Source : slate.fr édition – 9 juillet 2025

MARCHÉ MONCEF BEY
(TUNISIE)**Ultimatum aux
commerçants
inactifs**

Dans un effort de structuration du commerce informel à Tunis, une réunion de travail s'est tenue récemment au siège du gouvernorat sous la présidence du gouverneur Imed Boukhris. Cette rencontre stratégique avait pour objectif de faire le point sur la situation du marché alternatif de Moncef Bey, en présence de représentants des marchés municipaux, des services de sécurité, de la recette régionale des finances et des responsables locaux.

**Un ultimatum de 15 jours pour les
commerçants absents**

Parmi les décisions phares issues de cette réunion, les autorités ont accordé un délai maximal de 15 jours aux bénéficiaires d'autorisations d'installation dans les espaces alternatifs – notamment celui de Moncef Bey – qui ne se sont pas encore rendus sur leurs emplacements attribués. Passé ce délai, les décisions de retrait seront appliquées sans recours. Le gouvernorat de Tunis assurera l'envoi des avertissements pour le marché Moncef Bey, tandis que la municipalité de Tunis s'occupera des autres espaces alternatifs concernés. Par ailleurs, les autorités ont décidé de lancer un tirage au sort public pour l'attribution de 26 chariots manuels, qui se déroulera dans les prochains jours au siège du gouvernorat, en présence d'un huissier de justice et des bénéficiaires potentiels. Cette démarche vise à garantir la transparence et l'équité dans la répartition des équipements indispensables aux petits commerçants.

Vers une meilleure gestion financière

Pour renforcer le contrôle et assurer la pérennité du projet, la réunion a également validé la création d'une ligne budgétaire spécifique au sein du conseil régional pour le recouvrement des redevances liées aux emplacements d'installation. En parallèle, une mise à jour des textes réglementaires encadrant la création et la gestion de la régie des recettes a été actée, en coordination avec la recette régionale des finances de Tunis 1. Autre décision notable : l'installation d'un bureau pour l'agent comptable de la régie au sein du marché Moncef Bey, dans le but de centraliser et sécuriser les opérations financières. Ce modèle sera progressivement étendu à l'ensemble des marchés alternatifs du gouvernorat de Tunis. Cette mobilisation transversale témoigne de la volonté des autorités locales de mettre fin au désordre commercial tout en offrant des alternatives viables aux petits vendeurs, dans le respect de l'ordre public et de la dignité des travailleurs informels.

EGYPTE

Telecom Egypt s'allie à KareXpert pour lancer une plateforme nationale d'e-santé

La santé numérique transforme profondément les systèmes de soins en offrant des solutions innovantes. En optant pour cette technologie, l'Égypte veut améliorer l'accès aux services médicaux et optimiser la gestion des établissements de santé.

La société publique Telecom Egypt a signé un protocole d'accord avec KareXpert, société technologique spécialisée dans les soins de santé pilotés par intelligence artificielle, selon un communiqué commun publié le mercredi 9 juillet. L'initiative vise à déployer une plateforme de santé numérique complète hébergée sur un cloud national sécurisé en Égypte. « Notre expérience en Inde et dans d'autres pays nous donne confiance et courage pour servir Telecom Egypt en tant que partenaire Health Cloud à l'échelle nationale. Telecom Egypt nous permettra d'accéder plus rapidement au marché et d'accélérer le déploiement. La plateforme permettra aux citoyens égyptiens d'accéder facilement aux services de santé avec une fiabilité exceptionnelle », a déclaré Nidhi Jain, fondatrice et PDG de KareXpert.

L'accord prévoit la mise en place d'un système national combinant gestion de l'information hospitalière (HIMS), dossiers médicaux électroniques unifiés et gestion automatisée du cycle de facturation. Hébergée localement, la plateforme garantit à la fois souveraineté des données et scalabilité. Grâce à l'intelligence artificielle, à l'Internet des objets (IoT) et à des solutions de paiement numérique intégrées, elle vise à rationaliser les flux cliniques, administratifs et financiers des établissements de santé.

L'initiative s'inscrit dans la volonté de l'Égypte d'accélérer la numérisation de ses services essentiels, conformément à la Vision 2030. Telecom Egypt poursuit ainsi l'élargissement de son portefeuille de services, au-delà de la connectivité haut débit et des ré-

seaux 5G, en misant sur des solutions cloud sécurisées, des outils d'IA et d'IoT intégrés aux technologies financières intelligentes.

Avec une population estimée à plus de 118 millions d'habitants, concentrée à près de 95 % sur seulement 4 % du territoire, l'Égypte fait face à une pression constante sur ses infrastructures sanitaires. La plateforme numérique de KareXpert, déjà opérationnelle dans plus de 500 hôpitaux et centres médicaux à travers six pays, desservant plus de 15 millions de patients, pourrait contribuer à soulager ce système. En centralisant les données médicales, en optimisant la gestion des établissements et en facilitant l'accès aux soins à distance, elle offrirait des réponses concrètes aux défis posés par une population dense, jeune et en forte croissance.

ARABIE SAOUDITE

Les expatriés du CCG peuvent désormais investir directement sur le marché principal saoudien

Les résidents des pays du Conseil de coopération du Golfe, y compris les expatriés, peuvent désormais, pour la première fois, investir directement sur le principal marché boursier d'Arabie saoudite, en vertu d'une nouvelle réglementation annoncée par l'Autorité

du marché des capitaux. La réforme, dévoilée par le président de la CMA, Mohammed El-Kuwaiz, supprime les restrictions antérieures qui limitaient l'accès aux accords de swap ou obligeaient les investisseurs à passer par des intermédiaires agréés. Elle

s'applique aux résidents actuels et anciens d'Arabie saoudite ou d'autres États du CCG, selon une annonce officielle. Ces initiatives s'alignent sur les objectifs de diversification économique du Royaume dans le cadre de Vision 2030, qui vise à approfondir les marchés

de capitaux et à attirer les capitaux mondiaux. En rationalisant les ouvertures de compte et en élargissant l'accès, la CMA vise à améliorer la liquidité, la transparence et la confiance des investisseurs.

MAURITANIE

Un prêt de 23,5 millions \$ de la BEI pour soutenir la pêche, les PME et les femmes

En marge de la 4e Conférence internationale sur le financement du développement qui a eu cours en Espagne, un accord de financement a été conclu entre Banque El Amana et la BEI. La banque privée mauritanienne Banque El Amana (BEA) a signé un accord de prêt de 20 millions d'euros (environ 23,5 millions \$) avec la Banque européenne d'investissement (BEI). L'annonce a été faite, en marge de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, qui se déroule du 30 juin au 3 juillet à Séville, en Espagne. L'objectif principal de cet accord est de renforcer l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME) du secteur halieutique mauritanien, tout en réservant une part significative de l'enveloppe à l'entrepreneuriat féminin et à la jeunesse. En effet, 30% des fonds seront alloués aux entreprises dirigées par des femmes ou comptant une majorité de femmes dans leurs effectifs. 30 % ciblera les entreprises dirigées par des jeunes ou employant une main-d'œuvre jeune. En Mauritanie, plus de 60 % de la population active est âgée

de moins de 35 ans, et les femmes entrepreneures, bien que dynamiques, rencontrent souvent des obstacles liés à l'accès au crédit bancaire.

**Appui technique et valorisation
du secteur halieutique**

Outre l'apport financier, l'accord comprend un volet d'assistance technique. Il vise à accompagner les entreprises bénéficiaires dans l'amélioration de leurs pratiques de gestion, l'obtention de certifications environnementales et l'adoption de normes de développement durable. Le soutien technique doit ainsi contribuer à la professionnalisation du secteur de la pêche, considéré comme un levier stratégique pour l'économie nationale. En 2023, les produits de la pêche ont représenté 19,7 % des exportations totales de la Mauritanie.

Le secteur pèse environ 10 % du produit intérieur brut (PIB) et fournit directement ou indirectement des emplois à près de 300 000 personnes. Ce partenariat financier avec la BEI devrait renforcer la compétitivité des entre-

prises locales, tout en améliorant leurs pratiques. « Cet accord avec la BEI renforce le rôle de Banque El Amana dans le développement de l'économie bleue en Mauritanie. Il illustre notre engagement à mettre la finance au service des jeunes, des femmes et d'une croissance inclusive, responsable et innovante », a déclaré Mohamed Ahmed Salem Bouna Moctar, directeur général de la BEA. Banque El Amana, fondée en 1996, est une institution active dans le financement des secteurs de la pêche et de l'agroalimentaire. Elle est actuellement la dixième banque du pays en termes d'actifs. Au 31 décembre 2024, elle servait environ 38 000 clients bancaires traditionnels et 167 000 clients via son portefeuille numérique. Elle est majoritairement détenue (à 99 %) par son directeur général. Les actionnaires restants détiennent 1% du capital. A travers ce partenariat, la BEA cherche à renforcer son positionnement dans le financement de l'économie bleue, tout en soutenant des segments de population souvent marginalisés dans le circuit bancaire classique.

GHANA

Le pays lance un projet de 50 millions \$ en faveur de production d’huile de palme

Le Ghana est le 3ème producteur d’huile de palme en Afrique de l’Ouest, derrière le Nigeria et la Côte d’Ivoire. Dans le pays, le gouvernement qui vise l’autosuffisance dans la denrée, accélère sur la mise en œuvre de sa nouvelle politique d’industrialisation de la filière.

Au Ghana, le gouvernement s’engage dans un partenariat public-privé visant à renforcer la production d’huile de palme à travers la réalisation d’un nouveau projet agro-industriel baptisé « Redgold Oil Palm Plantation Project » (ROPP). Piloté par l’entreprise agroalimentaire Onesta Ghana Ltd, ce projet a été officiellement lancé mercredi 9 juillet. Selon les informations relayées par les médias locaux, cette initiative devrait mobiliser 50 millions \$ dans sa première phase de développement. Concrètement, il s’agira de développer et d’exploiter 10 000 hectares de palmeraie, à travers une plantation industrielle principale qui sera établie et un programme d’approvisionnement intégrant de petits

exploitants agricoles. « Ce projet offrira des solutions intégrées, de la culture à la transformation et au raffinage, garantissant des produits de qualité tout en favorisant la croissance économique et la durabilité environnementale », a déclaré Maxwell Commey, Directeur exécutif d’Onesta Ghana Ltd. « L’investissement dans le secteur de l’huile de palme a le potentiel de créer des emplois, de dynamiser les économies locales et de réduire la pauvreté rurale. Nous, au ministère de l’Agriculture, fournirons à Onesta Ghana un environnement propice et le soutien nécessaire pour réaliser cette vision ambitieuse », a ajouté John Setor Dumelo, ministre délégué à l’Agriculture. Ce projet s’inscrit dans la continuité de la

politique d’industrialisation de la filière palmier à huile annoncée par le gouvernement en avril dernier. Cette stratégie vise à développer 50 000 hectares supplémentaires de plantations industrielles dans le pays grâce à la mobilisation d’investissements privés. L’ambition affichée à travers cette politique étant d’accroître la production locale d’huile de palme pour réduire la dépendance aux importations. Selon les données compilées par la FAO, le Ghana a importé près de 257 400 tonnes d’huile de palme brute (CPO) par an, en moyenne entre 2019 et 2023, principalement depuis des pays comme la Malaisie, l’Indonésie, la Côte d’Ivoire ou encore la Colombie.

CÔTE D’IVOIRE

La production d’or de Séguéla en hausse de 13% au premier semestre 2025

La mine d’or Séguéla opérée en Côte d’Ivoire par Fortuna Mining a connu sa première année complète d’exploitation en 2024, enregistrant une production de 137 781 onces. Pour l’exercice 2025, la société canadienne vise une cible comprise entre 134 000 et 147 000 onces. En Côte d’Ivoire, la mine Séguéla a produit un total de 76 686 onces d’or au cours du premier semestre 2025. Ce chiffre

rapporté par son opérateur Fortuna Mining le mercredi 9 juillet, marque une hausse en glissement annuel de 13%, comparé aux 67 539 onces à la même période en 2024. Dans le détail, Séguéla a enregistré une production de 38 186 onces au deuxième trimestre 2025, un résultat légèrement inférieur à celui du premier trimestre où 38 500 onces d’or avaient été déclarées. Ce scénario semble toutefois s’inscrire

dans les plans de Fortuna Mining, qui maintient son objectif de production annuelle compris entre 134 000 et 147 000 onces en 2025. Globalement, cette progression de la production au premier semestre répond aux ambitions de la compagnie, qui mise sur une montée en puissance soutenue de Séguéla. Mise en service en 2023, la mine a connu sa première année d’exploitation complète en 2024, livrant 137 781

onces d’or à l’issue de cet exercice. Alors que la limite supérieure de la prévision de 2025 indique une potentielle hausse cette année, la mine devrait accroître sa production en 2026, avec une cible comprise entre 160 000 et 180 000 onces. Pour rappel, le capital du projet est contrôlé à hauteur de 90% par Fortuna Mining, le gouvernement ivoirien détenant les 10% restants.

GOMME ARABIQUE

Le Tchad, premier fournisseur africain des USA depuis le début d’année

Le Tchad et le Soudan sont les deux principaux acteurs sur le marché mondial de la gomme arabique. Le premier pays enregistre depuis l’année dernière, une hausse de ses ventes dans les principaux foyers de consommation de la matière première. Le Tchad continue de profiter de la mauvaise posture de la filière soudanaise de la gomme arabique qui pâtit de la guerre civile. D’après les données du spécialiste en conseil agricole N’kalô, le pays d’Afrique centrale est devenu cette année, le premier fournisseur africain de la matière première aux USA et le second sur le plan mondial après la France. Dans les détails, 1 045 tonnes du produit ont été envoyés vers cette destination entre janvier et mai dernier, soit un volume en hausse de 81 % en glissement annuel

alors que les envois soudanais se sont contractés à moins de 600 tonnes contre près de 1 500 tonnes sur la même période. Avec ce volume, le Tchad représente désormais 16 % des achats globaux du pays de l’Oncle Sam qui est l’un des plus grands consommateurs mondiaux de gomme arabique en particulier pour les besoins de l’industrie alimentaire, pharmaceutique et cosmétique. Selon N’kalô, cette percée s’inscrit dans un contexte de ralentissement global des importations américaines de près de 27 % sur la période sous-revue avec une baisse marquée sur le premier trimestre. Si les perspectives pour le reste de l’année n’ont pas été avancées, plusieurs observateurs indiquent que le Tchad reste néanmoins le mieux positionner pour tirer

profit d’une potentielle reprise de la demande à l’importation des manufacturiers sur le reste de l’année. Avec les difficultés logistiques liées au conflit qui oppose depuis avril 2023, les forces paramilitaires de soutien rapide (RSF) à l’armée nationale soudanaise, le pays avait profité l’année dernière d’un report de la demande des industriels américains et européens pour doper ses expéditions sur ces destinations. Le pays a ainsi exporté en 2024, environ 2 000 tonnes de gomme arabique vers les USA, un volume en hausse de 37 % en glissement annuel. Ses envois vers la France, principal exportateur de la gomme transformée (près de deux tiers du marché mondial) ont totalisé 12 787 tonnes, un niveau record.

RDC

Le gouvernement veut diversifier le marché des titres publics

En 2024, la RDC a levé l’équivalent de 687 millions \$ via les titres publics, mais 98% de ces instruments restent détenus par les banques commerciales, ce qui fragilise le marché. Le gouvernement veut désormais y intégrer davantage d’investisseurs non bancaires. Le ministre des finances de la RDC, Doudou Fwamba, a engagé un programme de vulgarisation des émissions de titres publics, notamment les bons et obligations du Trésor, afin d’attirer un plus grand nombre d’investisseurs, tant institutionnels qu’individuels. L’initiative dont les détails n’ont pas encore été rendus publics, a été présentée au Conseil des ministres tenu le 11 juillet 2025. Elle vise à élargir la base d’investisseurs sur le marché local des titres publics, jusqu’ici largement dominée par les banques commerciales. En RDC, 98 % des titres publics émis par l’Etat sont actuellement détenus par les banques commerciales. Les 2 % restants sont répartis entre quelques investisseurs institutionnels comme les compagnies d’assurances ou les fonds de pension. Les particuliers sont presque totalement absents de ce marché. Cette situation expose le système financier congolais à un risque souverain élevé, c’est-à-dire à une dépendance excessive à la capacité de l’Etat à rembourser ses dettes. Elle limite aussi la profondeur du marché, c’est-à-dire sa capacité à attirer des financements diversifiés à moyen et long terme. Pour corriger cette situation, le gouvernement entend élargir le marché des titres publics aux sociétés d’assurance, aux caisses de retraite et même aux particuliers. Cela permettra notamment d’augmenter le nombre d’acteurs sur le marché des titres publics et d’élargir les sources de financement de l’Etat à l’intérieur du pays. Le gouvernement espère ainsi construire un marché plus stable, plus liquide et moins dépendant des banques. Et aussi, poursuivre sa levée de fonds sur ce marché qui, en 2024, a permis au gouvernement de mobiliser plus de 2000 milliards de francs congolais (687 millions de dollars) pour financer ses dépenses budgétaires.

BOURSE ZURICH

Les investisseurs prudents après les droits de douane américains

La Bourse suisse a démarré la séance de lundi sur la retenue, après les annonces de droits de douane de 30% pour les produits de l'Union européenne et du Mexique importés aux Etats-Unis. Cette nouvelle escalade dans la guerre commerciale refroidissait les investisseurs et jetait une ombre sur la saison des résultats semestriels qui démarre.

Donald Trump a fait ces annonces samedi, une nouvelle surenchère sur fond de négociations avant l'échéance du 1er août qui sème l'inquiétude en Europe. Le président américain a justifié, dans une nouvelle lettre publiée sur sa plateforme Truth Social, cette décision en se plaignant du déficit commercial américain avec les 27 pays de l'UE. Les ministres du Commerce de l'Union européenne se réunissent quant à eux lundi à Bruxelles pour affiner leur stratégie. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a annoncé dimanche que l'Union européenne n'allait pas riposter pour l'instant aux droits de douane américains sur l'acier et l'aluminium, dans l'espoir d'obtenir un accord qui s'avérerait moins douloureux. "Donald Trump a choqué l'UE" avec sa missive, les droits de douane de 30% "dépassant nettement" le taux de 20%

APRÈS LES ANNONCES DOUANIÈRES DE TRUMP Vague d'inquiétude à la Bourse de Paris

La Bourse de Paris perd du terrain lundi, minée par l'incertitude après l'imposition par le président américain durant le week-end de 30% de droits de douane sur les produits de l'Union européenne dès le 1er août. Vers 10H00 heure locale, l'indice vedette de la Bourse de Paris, le CAC 40, perdait 0,52%, soit 40,79 points, pour s'établir à 7.788,50 points. Vendredi, la Bourse de Paris avait terminé en baisse de 0,92%. "Les marchés d'actions européens ont légèrement reculé lundi matin après que le président Trump a annoncé l'instauration de droits de douane de 30% sur l'Union européenne" à partir du 1er aout, commente Neil Wilson, analyste pour Saxo Markets. L'UE veut discuter lundi avec les négociateurs américains, a déclaré le commissaire européen pour le Commerce Maros Sefcovic. "J'ai l'intention de m'entretenir à nouveau avec mes homologues américains dans le courant de la journée, car je ne peux pas m'imaginer en rester là sans effort véritable", a-t-il déclaré avant une réunion des ministres du Commerce de l'UE à Bruxelles pour affiner leur stratégie face à la dernière offensive de Donald Trump. Après la menace du président américain, la présidente de la Commission européenne,

précédemment annoncé, a souligné Thomas Gitzel. Selon l'économiste en chef de VP Bank, "les marchés financiers sont sur la retenue, démontrant que les Bourses espèrent un accord". Pour l'analyste de Swissquote, Ipek Ozkardeskaya, l'UE espérait un taux proche de celui qu'a négocié le Royaume-Uni, à savoir autour de 10%. "Il faut s'interroger si cela en vaut la peine de négocier avec un gouvernement qui a perdu la raison" ou si Bruxelles devrait chercher de nouveaux accords commerciaux hors des Etats-Unis, a-t-elle ajouté. Dans l'immédiat, la Bourse suisse ne faisait pas grand cas de ce nouvel épisode dans la guerre commerciale. Vers 09h05, l'indice vedette SMI baissait de 0,36% à 11'888,13 points, après avoir clôturé vendredi en forte baisse de 1,60%. Le SLI abandonnait 0,53% à 1963,10 points et le SPI perdait 0,41% à 16'560,36 points.

La quasi-totalité des valeurs vedette a démarré dans le rouge, les plus fortes baisses étant enregistrées par les valeurs du luxe Swatch (-2,23%) et Richemont (-1,8%). L'horloger biennois, qui ne divulgue pas de date précise - pourrait publier ses résultats semestriels cette semaine et son homologue genevois est attendu mercredi. Selon les analystes interrogés par AWP, les ventes semestrielles de Swatch sont anticipées en baisse à 3,2 milliards de francs suisses et le bénéfice net à 100 millions. A l'inverse de la tendance négative avant-Bourse, le poids lourd pharmaceutique Novartis (+0,4%) gagnait du

terrain. Selon Reuters, le laboratoire aurait subi une défaite devant un tribunal de district de l'Etat américain du Delaware. Ce dernier a refusé d'interdire au groupe pharmaceutique indien MSN Pharmaceuticals de lancer un générique du médicament pour le coeur Entresto. L'autre grande capitalisation Roche (+0,2%) soutenait également l'indice, alors que Nestlé (-0,2%) reculait quelque peu. Sur le marché élargi, Barry Callebaut (+1,1%) résistait l'abaissement d'objectif de cours formulé par Barclays, qui a tout de même confirmé la recommandation à "equal weight".

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 14 Juillet 2025 Valeur : 16 Juillet 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.8189	129.8339
1	EUR	EURO	151.6934	151.7239
1	GBP	POUND STERLING	175.0525	175.0963
100	JPY	JAPANESE YEN	88.1802	88.2204
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1071	18.1095
1	CHF	SWISS FRANC	162.7823	162.8828
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.9177	94.9356
1	DKK	DANISH KRONE	20.3299	20.3332
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.5297	13.5345
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8315	12.8485
1	AED	UAE DIRHAM	35.3412	35.3501
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6138	34.6196
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.9391	425.1274
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.1466	44.5903
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.4062	14.4079
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.9704	24.0933
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2512	3.2613
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.8068	177.8068

POINT-MARCHÉS

L'Europe ouvre dans le rouge, les craintes commerciales pèsent

Les principales Bourses européennes évoluent dans le rouge lundi en début de séance, à l'exception de Londres, les craintes commerciales ayant été ravivées par l'annonce de droits de douane américains de 30% sur les produits de l'Union européenne (UE) si un accord n'est pas conclu d'ici le 1er août. À Paris, le CAC 40 perd 0,59% à 7.782,94 points vers 07h31 GMT et à Francfort, le Dax recule de 0,83%. A Londres, seule exception parmi les grandes places boursières, le FTSE 100 prend 0,20%.

L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,77%, le FTSEurofirst 300 perd 0,38% et le Stoxx 600 cède 0,42%. Le président américain Donald Trump a annoncé samedi qu'il imposerait des droits de douane de 30% aux produits importés de l'UE à partir du 1er août, si aucun accord commercial n'est conclu d'ici là, des mesures qui s'ajouteraient à celles que les États-Unis ont déjà imposé ou menacent d'imposer à certains secteurs d'activité. Les efforts pour parvenir à un accord commercial entre Bruxelles et

Washington sont donc plus que jamais dans la ligne de mire, le bloc européen ayant reporté au 1er août également l'entrée en vigueur de ses contre-mesures, qui concernent 21 milliards d'euros d'exportations américaines, afin de laisser place aux négociations. Le commissaire européen au Commerce, Maros Sefcovic, a dit lundi que l'UE et les États-Unis étaient proches d'un accord qui satisferait les deux parties, tout en avertissant que des droits de douane de 30% reviendraient à réduire pratiquement à néant le com-

merce entre les deux blocs. Le secteur automobile européen est dans le rouge avec les craintes commerciales. Porsche, BMW, Mercedes-Benz, Volkswagen sont tous en baisse d'entre 1,5 et 2% à Francfort. Ferrari, Stellantis et Volvo Car sont également en territoire négatif lundi. Aux valeurs individuelles, Hermès recule de 2,1% après que Jefferies a abaissé sa recommandation sur la valeur à "conserver" contre "acheter", citant des inquiétudes sur la possible dépendance excessive du groupe de luxe français

aux produits de maroquinerie. Valneva prend 11,5% après avoir annoncé vendredi la levée de la restriction temporaire de l'EMA sur le vaccin IXCHIQ chez les personnes âgées. A Londres, AstraZeneca avance de 2,6%, le laboratoire ayant déclaré que son médicament Baxdrostat a atteint tous les objectifs d'une étude de phase avancée chez les patients souffrant d'hypertension non contrôlée ou résistante au traitement.

LE SECTEUR DU BÂTIMENT AMÉRICAIN EN CRISE

Un défi de taille pour Donald Trump

Alors que Donald Trump promet de relancer l'industrie américaine par le protectionnisme et la déréglementation, un secteur clé résiste à ses ambitions : celui du bâtiment.

Un récent rapport de The Economist alerte sur les profondes difficultés structurelles qui freinent la modernisation du secteur de la construction aux États-Unis, menaçant directement les objectifs économiques de l'administration Trump. L'enjeu est considérable. Pour réindustrialiser l'Amérique, construire des usines, des centres de données et moderniser les infrastructures, il faut un secteur de la construction performant. Or, les signaux sont préoccupants. La société Turner Construction, la plus grande entreprise de BTP commercial aux États-Unis, a vu la demande de projets augmenter de 20 % en glissement annuel au premier trimestre 2025. Pourtant, les retards s'accumulent et les coûts explosent, notamment en raison d'une chute persistante de la productivité. Depuis l'an 2000, la productivité par travailleur a chuté de 8 % dans le bâti-

ment, alors qu'elle a progressé de 54 % dans l'ensemble du secteur privé américain. Le résidentiel n'est pas épargné : les entreprises du secteur construisent en 2025 le même nombre de logements par employé qu'il y a 90 ans, alimentant la pénurie et la flambée des prix. Le secteur est fragmenté : environ 750 000 entreprises y opèrent, soit trois fois plus que dans l'industrie manufacturière, alors même que le bâtiment ne représente que la moitié de la part du PIB de cette dernière. Une étude de l'université Harvard souligne que les grandes entreprises du BTP (500 employés et plus) sont près de deux fois plus productives que les entreprises de taille moyenne (100 à 499 salariés), et quatre fois plus que les petites structures (moins de 20 salariés). Ce morcellement, combiné à un manque de coordination entre entreprises générales, sous-traitants et four-

nisseurs, freine la réalisation des chantiers.

Règlementations lourdes, main-d'œuvre rare

Les réglementations complexes depuis les années 1970 alourdissent également les procédures. Les normes de construction varient considérablement d'un État à l'autre, voire d'une ville à l'autre, forçant les grandes entreprises à recourir à des partenaires locaux pour naviguer dans ce labyrinthe administratif. Par ailleurs, la pénurie de main-d'œuvre reste un point noir. L'administration Trump a certes proposé début juillet d'assouplir certaines règles, comme les normes d'éclairage sur les chantiers. Mais la volonté présidentielle de durcir les politiques migratoires et de renvoyer les travailleurs sans papiers pourrait aggraver la crise du recrutement dans un secteur qui peine déjà à embaucher.

FACE AUX TAXES DE TRUMP

L'Europe divisée : Meloni appelle à l'unité

Dans une déclaration diffusée ce dimanche 13 juillet 2025, la Première ministre italienne Giorgia Meloni a tiré la sonnette d'alarme sur le risque d'une « guerre commerciale au sein de l'Occident », au lendemain de l'annonce par Donald Trump d'une taxation de 30 % sur les produits importés de l'Union européenne et du Mexique. Cette décision, qui devrait entrer en vigueur le 1er août prochain, agite les capitales européennes et met à l'épreuve la cohésion transatlantique.

Une guerre commerciale au sein de l'Occident nous affaiblirait tous face aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés ensemble », a déclaré Giorgia Meloni, appelant à la prudence et au dialogue. Pour la cheffe du gouvernement italien, l'heure est à la négociation et à la défense d'un accord commercial « équitable et de bon sens ». « L'Europe dispose de la puissance économique et financière nécessaire pour affirmer sa position. L'Italie fera sa part. Comme toujours », a-t-elle

souligné dans son communiqué.

L'Europe dans l'expectative, Washington dans l'offensive

La décision de Donald Trump de réinstaurer des droits de douane punitifs sur l'ensemble des produits européens, après s'être d'abord attaqué à l'acier et à l'aluminium, suscite des inquiétudes dans l'ensemble des pays membres. Elle intervient dans un contexte électoral tendu aux États-Unis, où le président-candidat multiplie les

gestes à destination de sa base industrielle et protectionniste.

De son côté, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a tenté d'apaiser les tensions en annonçant que Bruxelles n'entendait pas riposter immédiatement, préférant miser sur la négociation. L'UE espère ainsi éviter l'application de l'intégralité de la taxe de 30 %, qui toucherait de nombreux secteurs-clés, notamment l'automobile, l'agroalimentaire ou le luxe.

ETATS-UNIS

Un rapport du Sénat sur la tentative d'assassinat contre Trump dénonce des erreurs du Secret Service

Un rapport du Sénat américain sur la tentative d'assassinat contre le président américain Donald Trump l'année dernière a révélé dimanche "de multiples défaillances inacceptables" dans la discipline du Secret Service, chargé de protéger les hautes personnalités politiques américaines. Ce rapport survient un an après que M. Trump, candidat présidentiel à l'époque, a été blessé par balle alors qu'un tireur âgé de 20 ans avait tiré huit coups de feu contre lui lors d'un rassemblement de campagne à Butler, en Pennsylvanie. Le tireur a été abattu par un sniper dans la foulée. Mais la fusillade, tuant un spectateur et en blessant deux, a exposé au grand jour la négligence du Secret Service dans sa planification et

sa réponse, a indiqué le rapport, appelant à une action disciplinaire plus sévère. "Ce qui s'est passé était inexcusable, et les conséquences imposées pour ces échecs jusqu'à présent ne reflètent pas la gravité de la situation", a précisé le rapport de la Commission sur la Sécurité intérieure et les Affaires gouvernementales du Sénat américain. "Ce n'était pas une simple erreur de jugement. Cela a été un échec total de sécurité à tous les niveaux, rendu possible par une indifférence bureaucratique, le manque de protocoles clairs et le refus choquant d'agir face à des menaces directes", a déclaré dans un communiqué Rand Paul, président républicain de la commission. Evoquant le fait que le Secret Service avait pris connaissance d'un

individu suspect "environ 45 minutes avant que les coups de feu n'aient été tirés et avait échoué à agir", le rapport a relevé une série d'erreurs dévoilant "un schéma préoccupant de défaillance de communication et de négligence qui a culminé en une tragédie évitable". "Nous devons rendre les individus responsables et assurer que les réformes sont pleinement mises en œuvre, de sorte que cela ne se reproduise plus jamais", a affirmé M. Paul. La directrice du Secret Service, Kimberly Cheatle, a démissionné suite à la fusillade et six autres agents en service ont été suspendus pour des durées allant de 10 à 42 jours, a indiqué l'agence jeudi.

CHINE

Les exportations ont bondi au-delà des prévisions en juin, notamment vers les États-Unis

Les importations ont également grimpé de 1,1% sur la même période par rapport à l'an passé, dépassant les attentes (+0,3%) Les exportations chinoises ont bondi en juin, selon des données officielles publiées lundi, dépassant les prévisions des économistes après la conclusion par Washington et Pékin d'une trêve pour réduire leurs tensions commerciales. D'après les douanes chinoises, les exportations ont grimpé de 5,8% sur un an le mois dernier, dépassant les prévisions d'économistes sondés par l'agence Bloomberg, qui tablaient sur une hausse de 5%. Les importations ont également grimpé de 1,1%, là encore au-delà des anticipations du marché (+0,3%). Des chiffres cruciaux pour Pékin: les exportations chinoises, qui ont atteint des niveaux records l'an dernier, font office de moteur pour une économie nationale en perte de vitesse.

L'État-parti chinois peine en effet à maintenir ses niveaux de croissance passés depuis la fin de la pandémie, en raison d'une longue crise du secteur immobilier, d'une consommation intérieure chroniquement faible et d'un chômage élevé chez les jeunes. La guerre commerciale avec les États-Unis déclenchée au début de l'année par le président américain Donald Trump a aggravé la situation. Mais le mois dernier, Washington et Pékin se sont accordés sur le cadre d'un accord lors de discussions à Londres, sans pour autant régler les différends persistant. Conséquence de cette précaire trêve, les exportations chinoises à destination des États-Unis ont augmenté de 32,4% en juin par rapport au mois précédent: le géant asiatique a expédié quelque 38,2 milliards de dollars de marchandises vers les États-Unis le mois dernier, contre 28,8 milliards de dollars en mai.

JAPON

Plus de 2.000 séismes enregistrés dans les îles Tokara durant le mois dernier

Le nombre de secousses ressenties par la population locale autour de l'archipel des Tokara, dans le département de Kagoshima (sud-ouest du Japon), a dépassé les 2.000 au cours du mois dernier, selon les informations de l'Agence météorologique du Japon (JMA) publiées lundi. Depuis le 21 juin, une activité sismique accrue est observée autour des îles d'Akuseki-jima et de Kotakara-jima. La région a connu plusieurs séismes en 2021 et en 2023, mais la dernière série est beaucoup plus importante du point de vue de la fréquence des secousses et de leur intensité. Au cours du mois dernier, plus de 2.000 séismes s'y sont produits, dont de magnitude supérieure à 5. Aucun détail sur d'éventuelles victimes ou dégâts n'a été signalé.

APPLE

Tim Cook devrait rester en place de nombreuses années... et peut-être prendre du galon

Même si les dernières années ont été décevantes pour Apple, il ne devrait pas y avoir de changement à sa tête. L'inamovible Tim Cook reste... inamovible !

Apple est loin dernièrement d'être considérée comme une des locomotives de l'innovation dans le secteur de la tech. Que ce soit dans le domaine des smartphones pliants, où Samsung s'est imposé alors qu'Apple n'a pas encore commercialisé un seul appareil, ou bien dans l'IA, la firme à la pomme croquée est bien derrière ses concurrents. Pas de quoi faire mal à Tim Cook pourtant !

Tim Cook compte encore de nombreux soutiens au conseil d'administration

Les signes étaient là. Il y a quelques jours, on apprenait en effet le départ du numéro 2 d'Apple, Jeff Williams, qui était par ailleurs le favori à une potentielle succession de Tim Cook. Un départ qui, aujourd'hui, s'explique mieux avec les informations données par le journaliste de Bloomberg, Mark Gorman. En effet, selon ce dernier, il n'y a pas de plan pour remplacer Tim Cook au sein du conseil d'administration. À vrai dire, celui qui a pris la suite de Steve Jobs en 2011 compte toujours de nombreux soutiens dans ce conseil, comme Susan Wagner, Arthur Levinson ou bien Ronald Sugar. Si Apple n'est pas vraiment au rendez-vous niveau nouveauté, les résultats financiers de l'entreprise eux parlent pour Tim Cook, avec un cours de l'action en hausse de 1 500% depuis sa prise de pouvoir en 2011.



Le patron d'Apple, futur président du conseil d'administration

D'ailleurs, toujours selon Mark Gorman, Tim Cook est non seulement bien installé dans son siège de patron, mais son avenir pourrait bien lui réserver encore une promotion. Le journaliste note en effet que l'actuel président du conseil d'administration, Arthur Levinson, a déjà dépassé la date de retraite (75 ans). Il pourrait ainsi à l'avenir être choisi

comme le nouveau président du conseil d'administration, lui qui n'a « que » 65 ans. Une telle promotion lui permettrait de pouvoir continuer à influencer sur la stratégie d'Apple, alors que les prochaines années devraient être pleines de nouveaux produits pour la marque, de son premier smartphone pliable aux lunettes connectées, en passant par une nouvelle version du casque de réalité mixte Vision Pro.

Source : Bloomberg

Bitcoin dépasse la barre des 120 000 dollars

Bitcoin vient de pulvériser un nouveau record en dépassant les 120 000 dollars, soit environ 105 000 euros. Une raison explique notamment cette envolée : les espoirs réglementaires qui viennent des États-Unis. La première cryptomonnaie mondiale, Bitcoin, a atteint ce lundi 14 juillet 2025 matin, un nouveau record historique à 122 402,80 dollars, et se stabilise depuis autour des 122 000 dollars. Ce sommet s'explique notamment par la position du Congrès américain, qui s'apprête à débattre du cadre réglementaire de l'industrie crypto.

Les débats réglementaires qui s'annoncent outre-Atlantique propulsent Bitcoin au sommet

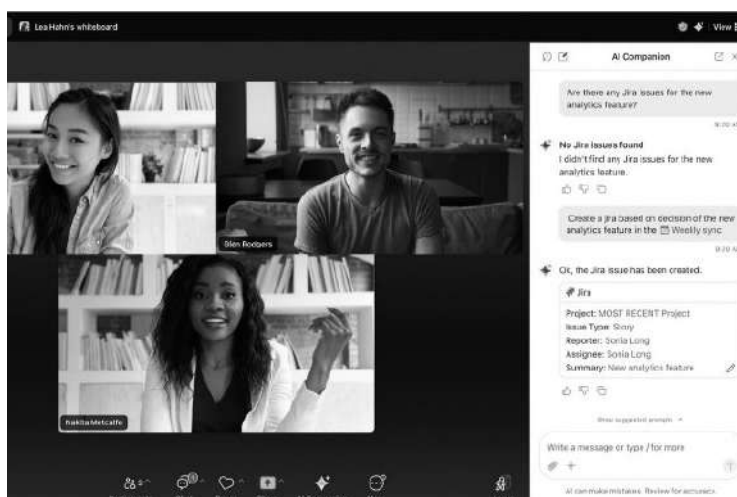
Bitcoin repousse donc un peu plus loin les limites de sa valeur, en franchissant cette fois la barre des 120 000 dollars, même des 122 000 dollars. Souvent, l'évolution d'un cours boursier ou crypto résulte d'un événement en cours ou à venir. On peut ici dire que son explosion ne doit rien au hasard. Car dès ce lundi, la Chambre des représentants américaine entame les débats sur une série de projets de loi destinés à offrir enfin à l'industrie crypto le cadre réglementaire fédéral qu'elle réclame depuis des années. Donald Trump, qui se présente volontiers comme le « crypto president », multiplie les signaux favorables à destination de l'écosystème des monnaies numériques. Le président américain pousse activement les décideurs politiques à réviser la réglementation dans un sens plus permissif pour cette industrie en pleine expansion.

Bitcoin tire aussi Ethereum vers le haut

L'euphorie collective autour de Bitcoin, qui enchaîne les records, contamine l'ensemble du marché des cryptomonnaies. Ethereum, l'éternel dauphin, a bondi jusqu'à 3 037 dollars lundi, soit un tout petit peu plus de 2 600 euros, au plus haut depuis la fin de l'hiver. La valorisation totale du secteur crypto flirte désormais avec les 3,78 billions de dollars selon CoinMarketCap. Avec cette progression fulgurante de près de 30% depuis janvier et une hausse quotidienne de 1,5%, Bitcoin cristallise l'appétit retrouvé des investisseurs pour les actifs numériques décentralisés.

Zoom entend passer de la conversation à la réalisation des tâches

Consciente que les employés ne veulent pas passer leur temps en réunion, la société de visioconférence Zoom se tourne vers l'IA agentielle pour améliorer la productivité. Comme les employés ne veulent pas passer leur journée en réunion, surtout si celles-ci sont improductives, Zoom intègre davantage de fonctionnalités d'IA dans son logiciel afin que les participants tirent davantage de valeur des conversations et puissent utiliser l'IA agentielle pour mener à bien leurs projets. « La vision que notre directeur technique a réellement définie est celle de l'achèvement des tâches grâce à l'IA agentielle », a déclaré Kim Storin, directeur marketing chez Zoom. L'approche de l'achèvement des tâches agentielle est conçue pour s'intégrer en douceur dans les flux de travail des entreprises afin de tirer parti des opportunités avant, pendant et après les réunions. « C'est pourquoi nous avons pu l'intégrer à la plateforme plutôt que de l'ajouter en tant que module supplémentaire », a déclaré M. Storin. « Elle fait véritablement partie du flux de travail global, et n'est pas simplement un projet pa-



rallèle lié à l'IA. » Zoom a franchi cette semaine une nouvelle étape vers son objectif de « conversation jusqu'à la fin » en ajoutant des outils à la fonctionnalité Custom AI Companion de l'entreprise. Celle-ci apparaît dans l'interface sous la forme d'un chatbot auquel les utilisateurs peuvent poser des questions. La fonctionnalité Custom AI Companion est désormais largement disponible pour les clients, et le chatbot peut obtenir des réponses à

partir d'outils tiers. Par exemple, les utilisateurs pourront extraire des enregistrements de ventes de Salesforce pendant une conversation en interrogeant le chatbot, puis mettre à jour les enregistrements, a déclaré Smita Hashim, directrice des produits chez Zoom.

Plusieurs modèles en fonction des besoins

L'éditeur a également étendu ses fonctionnalités grâce à des inté-

grations avec la plateforme de stockage de données Box et les outils de gestion de projet d'Asana et Jira d'Atlassian. Cela signifie, par exemple, que les utilisateurs pourront mettre à jour des tickets Jira ou extraire des informations à partir de fichiers dans Box. Les utilisateurs peuvent également se connecter à des services tels que Q Agents d'AWS, un assistant GenAI. Q est la version Amazon du Copilot de Microsoft, qui aide les employés à accomplir leurs tâches et à obtenir des réponses. « Une réunion est réussie lorsque vous avez une conversation engageante et créative, que vous faites un brainstorming, que les gens sont attentifs et ne perdent pas leur temps », explique Mme Hashim. L'assistant IA de Zoom est disponible pour tous les utilisateurs, mais l'assistant IA personnalisé n'était jusqu'à présent accessible qu'aux grandes entreprises. Ce module complémentaire est désormais disponible pour un plus grand nombre de clients, y compris les petites entreprises, et coûtera 12 \$HT par utilisateur et par mois, a déclaré M. Hashim. « L'assistant IA personnalisé peut égale-

ment participer à vos réunions Google Meet ou Teams », a ajouté M. Hashim. Les fonctionnalités d'IA de Zoom sont basées sur des modèles linguistiques à grande échelle (LLM) établis par des entreprises telles qu'Anthropic, OpenAI et Meta. La société utilise également des modèles linguistiques personnalisés et de petite taille pour les fonctions d'IA de son logiciel de visioconférence. « Ces modèles linguistiques de petite taille sont plus spécifiques à une tâche et s'améliorent sans cesse. Nous utilisons une approche fédérée pour les modèles », a déclaré M. Hashim. Les intégrations de produits sont courantes dans les suites de productivité et les outils de gestion de projet, même s'ils proviennent de fournisseurs concurrents. Elles améliorent la productivité des utilisateurs et permettent de maintenir les projets sur la bonne voie. Zoom souhaite « transformer cette conversation en quelque chose de vraiment exploitable » afin de permettre aux utilisateurs d'accomplir leurs tâches « autant que possible dans l'instant », a déclaré M. Hashim.

LE PATRON DE LA MARQUE AMÉRICAINE SONNE L'ALERTE

«Si nous perdons cette bataille, il n'y aura plus de Ford»

Jim Farley, directeur général de Ford, estime que la concurrence chinoise met à mal les marques occidentales et certaines d'entre elles pourraient carrément en subir de terribles conséquences. A commencer par Ford ? Jim Farley n'écarte pas la possibilité, même si ce genre de déclaration est aussi et surtout politique.

Depuis l'arrivée du « nouveau » MG en Europe, tous les constructeurs se posent la question : faut-il craindre les marques chinoises. Il est vrai qu'elles se sont développées à une vitesse impressionnante ces cinq dernières années, mais en réalité, les racines de leur essor remontent au début des années 2000. A cette époque déjà, l'industrie chinoise décide de miser tout de suite sur le véhicule électrifié et électrique quand les Américains ou Européens sont encore tous accrochés au thermique. 20 ans plus tard, la Chine dispose d'un gros arsenal industriel. Raffinerie pour les métaux, mines, fabricants de cellules de batterie, la Chine est équipée pour produire des millions de voitures électriques.

Quitte à en faire une indigestion comme c'est le cas aujourd'hui. Mais ces mêmes constructeurs chinois peuvent-ils pour autant enfoncer le clou dans le cercueil de marques occidentales déjà vacillantes ? Pas sûr. En tout cas pour l'heure, ni BYD ni SAIC n'ont réussi à malmenager les Européens en leur royaume. Cela n'est pas pour rassurer Jim Farley, le directeur général de Ford, qui n'hésite pas à tirer la sonnette d'alarme.

Gagner contre les Chinois, ou la fin de Ford

Tous les dirigeants qui effectuent des déplacements en Chine ces dernières années se rejoignent : les Chinois avancent vite. Jim Farley en fait partie. « Nous sommes dans une compétition mon-



diale avec la Chine, et ce n'est pas juste dans la voiture électrique. Si nous perdons cette bataille, nous n'aurons pas de Ford dans le futur » martèle le directeur général qui se veut donc alarmiste. Pour autant, cette dynamique des Chinois devrait également entraîner vers la faillite de nombreuses marques chinoises incapables de survivre à la guerre des prix à laquelle se livrent les marques nationales. Et pour cause : le marché chinois ne leur suffit plus et les stocks s'accumulent chez certains en Chine. Pour échapper à cette ambiance trop compétitive, certains visent donc l'international avec plus ou moins de succès. Mais là où les Chinois sont probable-

ment supérieurs aux Occidentaux, c'est dans leur capacité à s'adapter à un marché en rapide évolution. Les électriques se vendent moins ? Ils sortent toute une gamme d'hybrides du chapeau très rapidement.

Ford et d'autres marques en danger ?

La situation n'est déjà pas facile pour Ford en Europe avec la fin des Fiesta et Focus, la difficile transition vers l'électrique. L'année dernière, les ventes de Ford ont baissé de 17 % en Europe. Forcément, l'arrivée de marques étrangères telles que BYD peut inquiéter. Et Ford n'est pas seul dans ce cas : des construc-

teurs du groupe Stellantis, notamment, sont aujourd'hui en difficulté. Pour autant, l'inquiétude est-elle légitime en 2025 ? Elle pourrait le devenir. Les dernières statistiques montrent qu'il s'est vendu 208 000 voitures de marques chinoises en Europe sur les 4 premiers mois de l'année. Nous pourrions donc atteindre les 600 000 à 700 000 ventes cette année, contre 417 000 en 2024. Le MG ZS a été le modèle chinois le plus vendu sur le Vieux Continent. Les droits de douanes, notamment pour le groupe SAIC (MG) ne semblent donc pas faire énormément d'effets pour l'instant d'autant plus que la majeure partie des ventes de chinoises se font en électrique.

MG IM5 et IM6 : pour contrer les Tesla Model 3 et Model Y

MG élargit sa gamme européenne avec les IM5 et IM6, des modèles qui s'attaquent respectivement aux Tesla Model 3 et Model Y. Tout constructeur de voitures électriques qui se respecte devrait disposer d'une alternative directe à Tesla. MG présente donc l'IM5 comme une rivale de la Model 3 et l'IM6 qui en découle comme un concurrent du Model Y. La berline mesure 4,93 m de long (avec un coffre de 473 l), le SUV techniquement presque identique s'étire lui sur 4,91 m (avec un volume de chargement de 665 l).

800 volts et 665 kilomètres

La version de base de la MG IM5 combine une tension embarquée de 400 V avec une batterie de 75 kWh et un moteur électrique unique de 295 ch, qui passe de 0 à 100 km/h en 6,5 s et atteint une vitesse de pointe de 200 km/h. La recharge rapide en courant continu est possible à une puissance maximale de 150 kW. L'IM5 peut également être com-

mandée en version RWD Long Range de 407 ch et en version AWD Performance de 751 ch, avec une tension embarquée de 800 V et une batterie de 100 kWh. La MG IM5 Long Range propulsion atteint 100 km/h en 4,9 s, 220 km/h en pointe, et peut parcourir 665 km avec une charge de batterie tout en permettant la charge rapide jusqu'à 400 kW. La MG IM5 Performance à transmission intégrale atteint 240 km/h, passe de 0 à 100 km/h en 3,2 s et offre un rayon d'action de 575 km. La MG IM6 n'est disponible qu'en version RWD Long Range (555 km WLTP) et AWD Performance (505 km WLTP).

Alibaba

IM signifie "Intelligence in Motion", un slogan que MG s'efforce de respecter grâce à des fonctions qualifiées d'innovantes telles que le mode "nuit pluvieuse" et le "One Touch Park Assist" à 4 modes (un assistant de stationnement autonome). L'écran de 26,3 pouces placé en haut du tableau



de bord et l'écran tactile de 10,5 pouces de la console centrale en sont les témoins. Il y a également un système audio avec 20 haut-parleurs et 4 Sky Speakers montés sur le toit. Ce IM fait également référence au constructeur du même nom, car en Chine, ces modèles MG sont déjà apparus sous une autre bannière. En République populaire, ils sont actuellement vendus sous les noms de IM L6 et IM LS6. IM Motors est une marque créée en collaboration avec SAIC Motors (la société mère de MG), la ville de Shanghai (district de Pudong) et la boutique en ligne Alibaba. MG a présenté les IM5 et IM6 au Festival of Speed de Goodwood et ce n'est pas une coïncidence, car ces voitures électriques feront bientôt leur apparition au Royaume-Uni, avec un prix de départ de 45.500 € pour l'IM5 RWD 75 kWh. En Norvège et en Suisse, elles viendront bientôt s'ajouter à la gamme MG existante.

Mots fléchés

L'alyte (3 mots) Monsieur 100'000 volts		Pensée Qui est enduit d'une couche de mortier		Privé de crocs		Passage montagnoux		Poissons d'eau douce		Multinationales Invention de la préhistoire		Dément	Rivière suisse
						Instrument de musique							
Son aigu émis par les cordes vocales Don				Embouchure		Petit toui		Machine hydraulique Arme blanche					
						Rager Petit fruit							
Interpellée												Absence	Entrelacement de trois mèches de cheveux
Chope						Général confédéré				Limité Erbium			
Pantalon de sport		Déshabillé			Symbole musical De la même mère						Lieu de fouilles Département français		
						Déchet organique		Longue période	Vêtement féminin Écluse				
Véhicule		Localisées								Pronom personnel			
			Train de banlieue Paragraphe d'un psaume				Desséché						
Aigre		Authenticités Petits ruisseaux								Terres incultes		Orateur grec	
				Indium			Excuser	Note moyenne	Isolé		Prénom féminin		Crochet de boucher
Divinité égyptienne Grand pays				Habitante d'un pays asiatique									
						Habituels							
Effondrements		Au-delà duquel il n'y a plus rien		Divaguer	Argon Arme du Japon			Pensées Seul					
						Tas de sable						Implorer	
Article arabe Objectif			Petit rongeur						Visé		Foyer de cheminée		Sésame
			Vient de rire De bonne heure			Fleuve africain Bière anglaise				Courbe Espion de Louis XV			
Coutume					Vainqueur cinq fois du tour de France Geste de scout								
Avarié	Vieux juron								Lisière				
				Ventilé					Vigueur				

Le ministre de la Communication se rend au chevet du journaliste Ali Draâ à l'hôpital d'Ain Naadja

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane, s'est rendu, lundi, au chevet du grand journaliste Ali Draâ, admis actuellement à l'hôpital d'Ain Naadja à Alger, pour des soins suite à une longue maladie, indique un communiqué du ministère. "M. Meziane qui était accompagné de plusieurs cadres du ministère, a exprimé sa profonde sympathie et compassion avec le journaliste Ali Draâ dans cette épreuve difficile qu'il traverse, et s'est enquis également de l'évolution de son état de santé auprès du staff médical qui le prend en charge, lui souhaitant un prompt rétablissement", conclut le communiqué.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 15 juillet 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



PAIEMENT DES FACTURES D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

Signature d'une convention-cadre entre Sonelgaz et Algérie Poste

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, M. Mohamed Arkab, accompagné du ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a supervisé, hier, au siège de la direction générale de Sonelgaz, la cérémonie de signature d'une convention-cadre entre Sonelgaz, représentée par sa filiale Sonelgaz-Distribution, et l'établissement Algérie Poste. La cérémonie s'est déroulée en présence du PDG du groupe Sonelgaz, M. Mourad Adjaj, du directeur général par intérim d'Algérie Poste, ainsi que de plusieurs cadres des deux ministères et des institutions concernées.

Cette convention vise à permettre aux clients de Sonelgaz détenteurs de la carte Edahabia de régler leurs factures d'électricité et de gaz à distance, de manière simple et sécurisée, via l'application mobile «BaridiMob», sans avoir à se déplacer en agence commerciale, a précisé le ministère dans un communiqué.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui accorde une importance particulière au développement du service public par la généralisation de la numérisation, et à l'amélioration du cadre de vie du citoyen, à travers une administration efficace et transparente, plaçant le service au citoyen au cœur de ses priorités. Dans son allocution, le ministre d'État a souligné que cette convention illustre l'engagement du secteur à élargir l'accès aux solutions numériques et à moderniser ses services, tout en constituant un modèle de complémentarité institutionnelle réussie entre les secteurs de l'énergie et de la poste, contribuant ainsi à faciliter la vie des citoyens et à renforcer leur confiance dans le service public.

Et d'ajouter : « cette démarche s'inscrit dans les efforts nationaux de numérisation des services publics, à travers la promotion des moyens de paiement électronique et la mise à disposition de solutions modernes adaptées aux attentes des citoyens, permettant de réduire les contraintes quotidiennes et d'instaurer une gestion publique plus souple et plus efficiente».

Pour sa part, le ministre de la Poste et des Télécommunications a mis en avant l'importance de cette initiative pour élargir l'usage des applications numériques modernes, telles que BaridiMob, afin de renforcer la numérisation des transactions quotidiennes et fournir des services évolués et sécurisés à l'échelle nationale.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Cap sur l'Afrique et l'intégration régionale

Par Mourad A.

Face aux défis de diversification économique et à la nécessité de réduire la dépendance aux hydrocarbures, l'Algérie redéfinit sa stratégie de commerce extérieur en faisant de l'Afrique une priorité centrale. Cette nouvelle orientation repose sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), que ZohirMoussaoui, directeur central au ministère du Commerce extérieur, qualifie de « plus grand marché commun du monde ». Comptant 54 pays membres, une population estimée à 1,3 milliard d'habitants et un produit intérieur brut avoisinant les 3 000 milliards de dollars, la ZLECAF représente une véritable opportunité pour les exportateurs algériens. Selon les prévisions, les échanges intra-africains pourraient passer de 10 % à 33 %, tandis que la population du continent pourrait atteindre 1,5 milliard d'habitants d'ici cinq ans. « L'Afrique n'est plus une option, mais une nécessité. C'est un marché en pleine expansion que nous devons conquérir avec méthode et compétitivité », a affirmé M. Moussaoui à la télévision algérienne. Dans cette dynamique, l'Algérie ambitionne de porter ses exportations hors hydrocarbures à 10 milliards de dollars, contre 7 milliards atteints en 2022 et environ 5 milliards en 2024. Un objectif jugé réalisable, à condition de maintenir les réformes engagées et de renforcer l'accompagnement des exportateurs. À ce jour, le pays compte 2 400 exportateurs, contre 800

seulement avant 2020. Parmi eux, plus de 150 réalisent un chiffre d'affaires annuel supérieur à un million de dollars. Le secteur des services connaît également une croissance notable, avec plus de 400 exportateurs identifiés, dont 80 dépassent ce même seuil.

Les salons internationaux comme levier de pénétration commerciale

Pour concrétiser son ambition d'ouverture sur l'Afrique et au-delà, l'Algérie mise fortement sur les salons professionnels. Le ministère du Commerce extérieur a ainsi lancé un programme ambitieux pour la période 2025-2026, incluant la participation à des foires organisées en Mauritanie, au Kenya, au Togo, en Afrique du Sud et au Qatar, entre autres. L'événement phare sera la participation algérienne au Salon commercial intra-africain (IATF), prévu du 4 au 10 septembre 2025, où sont attendus 140 pays, dont les 54 États membres de la ZLECAF. « Nous visons une part significative des 45 milliards de dollars de contrats attendus lors de ce salon », a déclaré ZohirMoussaoui, soulignant l'importance de ce rendez-vous comme vitrine du savoir-faire algérien. Au-delà de leur dimension commerciale, ces salons permettent de tisser des partenariats multisectoriels, de mettre en valeur le potentiel industriel national et de renforcer l'image de marque du pays. Des retombées concrètes commencent déjà à se manifester, notamment dans le secteur de l'électroménager, avec l'export

tation récente de plus de 20 camions de produits fabriqués localement. Cette filière est désormais en mesure de générer entre 300 et 500 millions de dollars d'exportations. Pour accompagner cette dynamique, plusieurs dispositifs de facilitation ont été mis en place. Un guichet unique est en cours de déploiement pour accélérer les démarches administratives liées à l'exportation. Parallèlement, une plateforme numérique permet le dépôt en ligne des demandes adressées au Fonds de promotion des exportations (FSPPE). En outre, le recours à la figure du "trader", professionnel spécialisé dans la prospection et l'export, a été encouragé, ouvrant la voie à des exportateurs non traditionnels tels que les artisans ou les agriculteurs, qui peuvent désormais accéder aux marchés étrangers sans posséder de registre commercial spécifique. « Nous voulons démocratiser l'acte d'exporter. Aujourd'hui, tout producteur peut trouver sa place sur un marché international, à condition de respecter les standards de qualité », a expliqué le responsable. Cette stratégie inclut également la valorisation des certifications qualité, désormais indispensables pour accéder à certains marchés, ainsi que la formation des opérateurs économiques à leur obtention et à leur utilisation. Le ministère entend renforcer l'accompagnement des nouveaux exportateurs, dont le nombre ne cesse de croître, tout en ciblant en priorité les secteurs jugés porteurs, tels que les services, les industries de transformation et l'agroalimentaire.

BOUMERDÈS

Réception de l'hôpital de 240 lits «en septembre ou octobre au plus tard»

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a annoncé lundi à Boumerdès que la réception totale du nouvel hôpital de 240 lits, dont le taux d'avancement des travaux est actuellement de 90%, aura lieu "en septembre ou octobre au plus tard". S'exprimant devant la presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a indiqué que le nouvel hôpital de Boumerdès, dont il a supervisé la mise en service partielle, serait pleinement opérationnel "en septembre ou octobre prochain au plus tard", compte tenu de l'avancement des travaux. Lors d'une réunion avec les cadres du secteur de la santé de la wilaya, le ministre a salué le "dynamisme" que connaît le secteur, compte tenu des "grandes réalisations livrées ou en cours de construction, dont les

plus importantes sont six hôpitaux". Il a noté que ces projets "permettraient d'étudier la possibilité de créer un centre universitaire à l'hôpital de 240 lits afin de répondre à la demande en matière de formation en sciences médicales et de soulager la pression pesant sur les autres universités, mais aussi de promouvoir la wilaya en tant que pôle universitaire d'excellence dans les domaines de la santé et de l'hospitalisation.

Il a également annoncé que son département "étudie la possibilité d'augmenter le nombre de médecins spécialistes à 4900 dans tout le pays, ainsi que le nombre d'infirmiers spécialisés dans les différents soins à 14.000, dont 3000 spécialistes des urgences". Par ailleurs, M. Saihi a ajouté que des travaux sont actuellement en cours pour

créer un service autonome composé de médecins spécialistes et d'infirmiers urgentistes qui obtiendront leurs diplômes par promotions dans une année, afin de prendre en charge les demandes immédiates et urgentes dans les différentes structures médicales.

L'hôpital de Boumerdès, qui compte 5 étages et un rez-de-chaussée pour une capacité de 240 lits, a été construit sur une superficie de 4 hectares. Outre les services et prestations médicales classiques, il comprend plus de 10 blocs opératoires dans 13 spécialités telles que la neurochirurgie, la cardiologie ou l'oncologie, ainsi que d'autres salles spécialisées. A proximité de cet hôpital, le ministre a également posé la première pierre de l'hôpital mère-enfant de 80 lits.